



SWEDD

AUTONOMISATION
DES FEMMES ET
DIVIDENDE
DÉMOGRAPHIQUE
AU SAHEL

SAHEL WOMEN'S
EMPOWERMENT
AND
DEMOGRAPHIC
DIVIDEND

LIVRE BLANC DES FEMMES MODÈLES DU SWEDD

Les visages de celles et ceux qui
transforment la vie des filles
et des femmes vulnérables



LIVRE BLANC DES FEMMES MODÈLES DU SWEDD

Les visages de celles et ceux qui
transforment la vie des filles
et des femmes vulnérables



Texte par
Sabine Cessou

Sommaire

Avant-propos

Président du Comité régional de pilotage

Préface

Banque mondiale

Introduction

Directrice régionale UNFPA-WCARO

1 Bénin

Hermine Boni

« J'ai pu étudier l'électrotechnique comme je le voulais, grâce à une bourse SWEDD »

Senami Mariette Atolou

« Ma relation avec les jeunes filles me permet de les orienter »

Solange Mèhou Houédanou

« Je demande aux hommes de libérer les femmes et de leur faire confiance »

Huguette Akplogan Dossa

« Les femmes doivent être le moteur de leur propre développement »

Daagbo Hounon Houna II

« De l'instruction jaillit la lumière »

Izi Cherif Inoussa

« Une femme qui émerge dans la société est source de fierté pour ses parents »

2 Burkina Faso

Juliette Compaoré

« Donner toutes leurs chances aux entrepreneuses »

Elisabeth Ouédraogo

« L'école, un besoin essentiel et un droit fondamental »

Maïmouna Déné

Améliorer la condition de la fille et de la femme albinos

Kadisso Ouédraogo

Un certificat en génie civil, malgré la déscolarisation

Goomzemsé Koalaga

« La bonne entente entre ma femme et moi est devenue une référence »

Alidou Ilboudo

« Le changement de mentalité est une nécessité »

3 Cameroun

Aissa Doumara Ntagansou

« Mariée à 16 ans, je me suis protégée mentalement »

Djaili Amal Amadou

« L'écriture m'a servi d'exutoire, afin de dénoncer ma situation »

Françoise Baba

« Impliquer les femmes dans les sphères de décision des chefferies traditionnelles »

Diane Ndarbawa

« Devenir des exemples d'autonomisation pour nos sœurs »

Achille Pinghané Yonta

« Inclure la variable masculine dans tout projet d'autonomisation des femmes »

Ismaila Bagoudou

« Je connais la souffrance qu'endurent les jeunes filles au quotidien »

4 Côte d'Ivoire

Sefora Kodjo

« Le leadership est d'abord et avant tout un état d'esprit »

Ruth Amadine Oro Tanon

« Réussir est une priorité »

Philomène Tia Glao

« Self-made woman »

Syrah Sy Savané

« Le SWEDD a allumé une lumière là où les jeunes filles pensaient n'avoir aucun droit »

Lucien Sédia

« Plus d'études et plus d'autonomie pour les filles et les femmes, un enjeu collectif »

Robert Gla

« Scolariser les filles jusqu'au bout »

5 Guinée

Kadiatou Konaté

Vent debout contre les pratiques néfastes

Aïcha Bah Diallo

« Chaque année d'éducation fait reculer la pauvreté »

Hawa Keïta

« Contre les MGF, lever l'obstacle du manque d'information »

Camara Aminatou Barry

« J'explique aux parents les dangers physiques du mariage précoce »

Souleymane Camara

« Les MGF représentent un défi de taille, en tant que norme sociale »

Morissanda Kouyaté

« Les femmes se protègent elles-mêmes et je suis à leurs côtés »

6 Mali

Fatoumata Dramé

« J'exerce en tant que sage-femme auprès de populations très vulnérables »

Mariam Koné

« Une seconde chance dans la peinture »

Fatoumata Konaté

« Être digne et voler de mes propres ailes, grâce à la photographie »

Korotoumou Coulibaly

« Le projet SWEDD m'a apporté la maîtrise et l'estime de soi »

Abdoulaye Diakité

« Se comporter en homme responsable »

Mamadou Traoré

« L'islam n'interdit pas à la femme de travailler »

7 Mauritanie ©Cheikh Ahmedou Mbed

Oum Koulthoum Tolba

« Les jeunes filles prennent conscience de leurs droits, qu'elles ignoraient auparavant »

Oumou El Kheyri Mint Dendan

« Une prise de parole en confiance »

Khady Hamad Sow

« Une alliée du changement »

Marieme Ahmedou Dide

« Sortir de la fragilité financière »

Omar El Hacen Djibril

« Nous contribuons à la construction d'une génération consciente des droits des femmes »

Ahmed Ould Yarba

« Changer les comportements, jusque dans les zones impactées par la pauvreté et l'ignorance »

8 Niger

Hassane Haousseize Zouera

« Protéger les mineurs et les femmes des violences basées sur le genre »

Amina Niandou

« Détecter ses propres talents, les cultiver et en vivre »

Yacouba Haoua Mainassara

« S'autonomiser soi-même, pour mieux autonomiser les autres »

Nafissa Moussa

« Je suis électricienne et je ne tends plus la main »

Cheikh Mahaman Bachir El Hadj Oumaro

« Les lignes commencent à bouger »

Maman Mansour Maiguizo Kane

« Que la femme de demain soit instruite, dynamique et autonome »

9 Tchad ©Prosper Rakseubé

Aïcha Moussa*

« L'époque du mariage forcé est révolue »

Maïmouna Haroune

« La femme, pilier du développement »

Baba Sultan Brahim

« Quand l'union fait la force »

Macka Chérif Mahamat

« Le succès, c'est d'aller d'échec en échec sans perdre son enthousiasme »

Abdelkader Adoum

« L'imam qui gère avec sa femme »

Abdou Moumine

« Éduquer une fille, c'est éduquer une nation »

Conclusion

AVANT-PROPOS

Dans les neuf pays couverts par le projet d'Autonomisation des femmes et le dividende démographique au Sahel (SWEDD), les femmes représentent plus de la moitié de la population. Toutes les études conduites dans ces pays dans le cadre du développement durable soulignent l'importance de leur contribution, y compris en matière de résolution des questions de population, de paix et de sécurité. Le SWEDD, une initiative régionale lancée en 2015 par le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) et la Banque mondiale, institutionnalise les femmes et les filles comme le moteur du dividende démographique. Cette initiative vise à renforcer l'autonomisation des femmes et des adolescentes en vue d'accélérer la transition démographique en Afrique de l'Ouest et du centre.

Le projet, dont les cibles principales sont les adolescentes et les jeunes femmes à risque de mariage et de grossesse précoces, améliore leurs compétences de vie, leur connaissance sur les droits et la santé sexuels et reproductifs, renforce leur maintien à l'école jusqu'au cycle secondaire au moins, et élargit leurs opportunités économiques. Il rend disponible les produits en santé de la reproduction, mais aussi du personnel de santé qualifiés, et favorise avec ses actions de plaider l'engagement politique en faveur du dividende démographique.

Le projet, qui a démarré en 2015 pour quatre ans dans six pays, le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger, la Côte d'Ivoire et le Tchad, a montré des résultats probants lors de son passage en revue. Si probants que d'autres pays ne cessent de le rejoindre. Sa deuxième phase de mise en œuvre, sur la période 2020-24, concerne aussi le Bénin, le Cameroun et la Guinée. Le Sénégal et le Togo s'approprient à suivre la même dynamique, convaincus que les interventions du

SWEDD, pensées et organisées en partenariat avec les autorités des pays et la société civile, offrent des réponses adéquates.

Nombre des actions menées ont contribué à changer des vies pour le meilleur. Ce Livre Blanc du SWEDD en atteste, témoignages concrets à l'appui, avec nombre de femmes et d'hommes qui participent au projet ou en bénéficient. Ils soulignent, chacun à leur manière, la perspicacité du SWEDD. Certaines des femmes qui prennent ici la parole ont bénéficié de formations, de bourses, d'appui pour leur professionnalisation ou leur organisation en coopératives, ont été recueillies dans des espaces sûrs, ont pu s'informer sur leurs droits, envisager de rester ou retourner à l'école... Nombre d'entre elles, actives dans la société civile ou les affaires, sont aussi des ambassadrices de renom de la campagne Stronger Together, lancée en 2020 lors de la pandémie de Covid-19 pour préserver les acquis du projet SWEDD, et axée sur le thème « Education des filles et leadership féminin ».

Les itinéraires de ces femmes modèles, mais aussi des hommes qui participent activement au projet SWEDD, qu'ils soient des chefs religieux, des mentors ou des membres des « Clubs des maris », ont tous un point commun : faire bouger les lignes dans leurs communautés respectives, pour changer les conditions de vie des filles et des femmes. Le SWEDD se préoccupe de les mettre en valeur en raison de leur caractère inspirant pour les nouvelles générations, mais aussi parce qu'ils incarnent, mieux que tous les rapports techniques et chiffrés, les réalisations, avancées et espoirs portés à travers le Sahel, malgré la crise que traverse la région.

S.E Ousmane Mamoudou KANE,

Ministre mauritanien des Affaires économiques et de la Promotion des secteurs productifs, Président du Comité régional de pilotage du projet SWEDD

PRÉFACE

Au cours de la dernière décennie, la région sahélienne a connu des taux de croissance démographique élevés, contrairement à d'autres régions du monde. Ce « boum » démographique se conjugue à des défis sécuritaires transfrontaliers, des transitions politiques fragiles, des désastres écologiques, des pandémies sanitaires et des urgences humanitaires. Autant de situations qui ont exposé les femmes et les jeunes filles à des risques et à des vulnérabilités accrus, liés aux faibles taux de scolarisation des adolescentes, aux grossesses précoces non désirées et aux taux élevés de mortalité maternelle dus à des causes évitables liées à la grossesse, ce qui pose d'immenses défis socio-économiques et politiques.

Si elles étaient dotées des compétences et du pouvoir de s'épanouir dans la sphère sociale et économique, les femmes pourraient davantage contribuer, dans leur foyer et au niveau national, à la croissance de l'économie dans les pays du Sahel. C'est pourquoi le projet pour l'autonomisation des femmes et le dividende démographique au Sahel (SWEDD) a été lancé, d'abord dans six pays : le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad, afin de favoriser l'émancipation des femmes et des adolescentes, ainsi que leur accès à des services de santé reproductive, maternelle et infantile de qualité.

Le projet SWEDD a rencontré des résultats si probants sur sa première période d'activité, entre 2015 et 2019, qu'il a été poursuivi sur la période 2020-24 et s'est étendu à d'autres pays, dont

le Bénin en 2018, le Cameroun et la Guinée en 2020, puis le Sénégal, la Gambie, le Congo et le Togo en 2022. En seulement sept ans, le projet est passé de six à 13 pays, à travers l'implication d'un large éventail de divers partenaires et acteurs qui ont consolidé leurs différents flux d'assistance. Il prend aujourd'hui la forme d'une stratégie régionale dont les impacts se mesurent concrètement dans la vie de nombreuses personnes, comme en atteste cet ouvrage.

Alors que l'UNFPA a augmenté son appui technique aux États membres, la Banque mondiale a plus que doublé ses engagements financiers, portant sur 304 millions de dollars. Le projet ne distingue pas seulement par son approche pragmatique et holistique, qui embrasse toutes les dimensions de l'autonomisation des femmes : éducation, formation, espaces sûrs, accès aux services de santé et activités économiques.

De manière remarquable, le projet a réussi à promouvoir des politiques publiques intégrant la population et le genre. Le SWEDD contribue non seulement à l'Agenda 2063 de l'Union africaine, mais aussi à de nombreux Objectifs de développement durable (ODD), en ligne avec l'Agenda 2030 des Nations unies. Parmi eux, rappelons que la cible 17 fait des partenariats un levier crucial du changement, dans la quête d'un développement inclusif.

Banque mondiale

INTRODUCTION

À travers 54 portraits de jeunes filles, de femmes et d'hommes vivant dans les zones d'intervention du projet SWEDD, ce Livre Blanc entend rendre hommage, tout d'abord, aux femmes bénéficiaires, aux femmes modèles et celles qui accompagnent le projet pour favoriser une approche transformatrice du genre.

C'est aussi la marque de fabrique d'un projet porté par l'UNFPA, la Banque mondiale, l'Organisation ouest-africaine de la santé (OOAS) et l'Union africaine (UA) : il n'oublie pas les hommes, concernés au premier chef par les objectifs et les valeurs défendus par le SWEDD. Le projet se distingue pour son approche intégrée qui repose sur les « quatre E » en anglais : « Enhance, Educate, Empower, Employ ». Autrement dit, améliorer l'accès aux services de santé, éduquer, autonomiser et employer. Autant d'axes sur lesquels peuvent influencer les maris, les pères, les chercheurs et les chefs religieux.

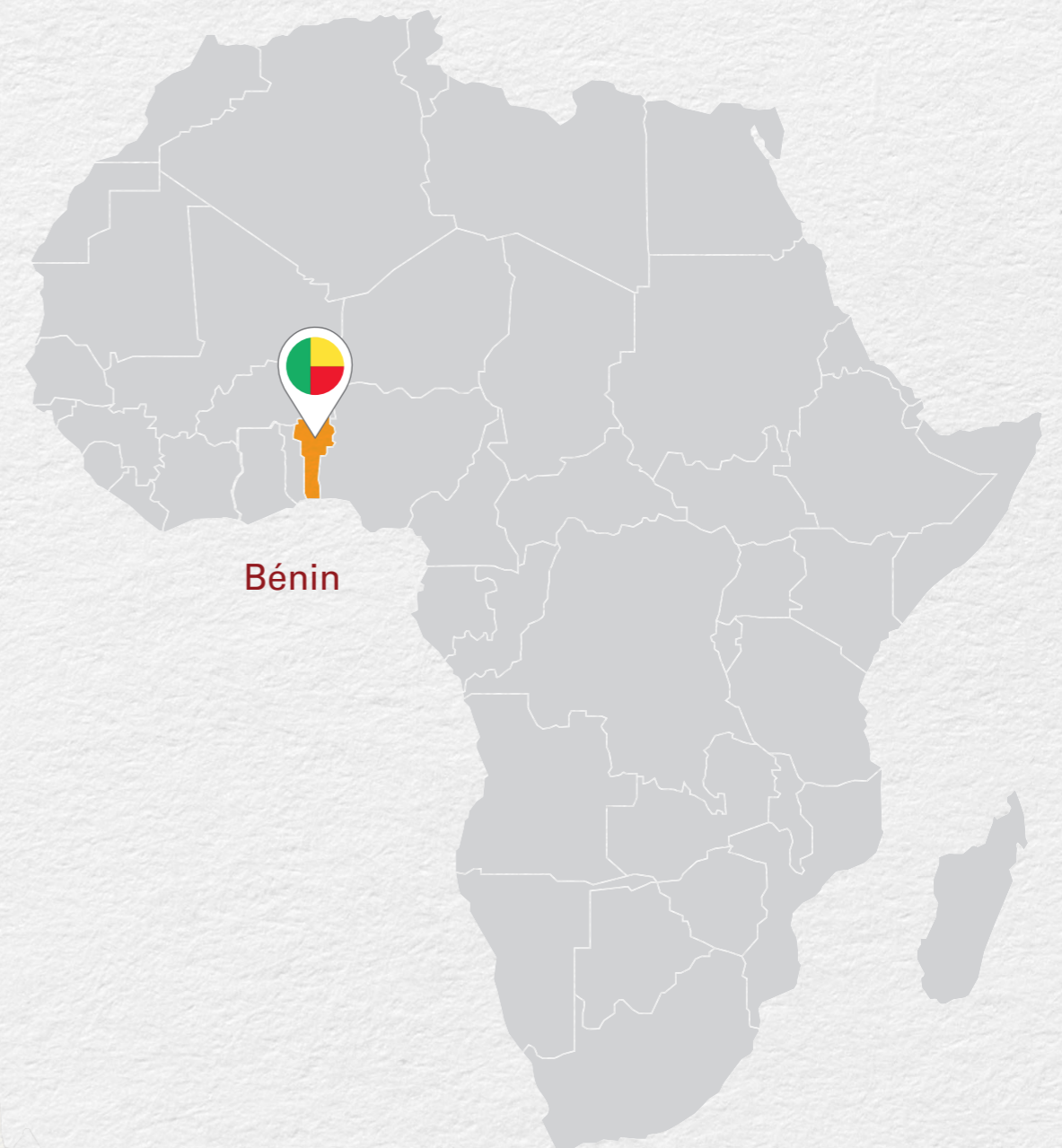
Le présent ouvrage documente de manière vivante et concrète, à travers des trajectoires de vie, l'impact du projet SWEDD, marqué par la progression sensible de certains indicateurs. Entre 2015 et 2020, on note ainsi les progrès de la prévalence contraceptive, passée de 9 % à 17,5 % dans les pays du SWEDD, ainsi qu'une hausse du taux net de scolarisation des filles, passé de 19 % à 28,4 % dans l'enseignement secondaire.

Ce Livre Blanc propose d'aller à la rencontre de jeunes filles du Tchad, du Bénin ou du Mali, soutenues dans l'apprentissage de métiers considérés comme « masculins » : peinture en bâtiment, électricité, photographie. Il donne la parole à des personnels de santé, notamment

des sage-femmes, sur le rôle central qu'elles occupent dans leurs communautés. L'ouvrage démontre aussi l'extraordinaire vitalité du tissu associatif sahélien, de la Guinée au Cameroun, en passant par le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire, en revenant sur les parcours de nombre de personnalités inspirantes, engagées pour la cause de l'autonomisation des femmes sous toutes ses formes – jusque et y compris, au Nord du Cameroun, dans leur nomination à des postes dans les chefferies traditionnelles.

Le partage d'expérience et les réflexions sur les bonnes pratiques, les approches innovantes et les actions concrètes se trouvent au cœur du projet SWEDD. Ce dernier, il faut le rappeler, embrasse l'une des vocations premières du Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA) : mettre fin aux pratiques néfastes que sont les mariages d'enfants, les mariages forcés et les mutilations génitales féminines, et garantir l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive, en ligne avec les Objectifs de développement durable (ODD).

Ce Livre Blanc souligne enfin, nous le disions, l'importance de l'engagement des garçons et des hommes, dans la transformation des normes sociales qui peuvent freiner la pleine participation des femmes au développement durable. Malgré les pesanteurs du patriarcat, nombre d'hommes ont fait de cet objectif leur vocation, avec brio. Leurs parcours et leurs choix méritent d'être salués.



Madame Argentina Matavel Piccin,

Directrice régionale du Bureau régional de l'Afrique de l'Ouest et du Centre de l'UNFPA



Hermine Boni

Cette jeune fille de 19 ans a réussi à poursuivre en 2022 ses études en électrotechnique au lycée technique de Natitingou, grâce à une bourse du projet SWEDD. Un soutien qui lui permet de nourrir de grandes ambitions pour son avenir.

Issue d'une famille de paysans et d'une fratrie de 14 enfants, Hermine Boni évoque son inscription dans une filière technique comme un « miracle ». Depuis la classe de 4e, elle s'intéresse à tout ce qui touche à l'électricité. Après son brevet (BEPC), obtenu en 2021 à Natitingou, la ville du nord du Bénin où elle vit avec sa famille, elle s'inscrit au lycée technique en électrotechnique. Seul problème : son père, tombé malade, est hospitalisé. Une situation qui grève le budget familial.

Hermine Boni se rend malgré tout en cours. Un jour, l'intendant du lycée entre dans sa classe pour lui demander de verser les frais scolaires, alors qu'elle est en train de rédiger une

composition. « Depuis la rentrée, je n'étais pas fière. Les nouveaux élèves, en principe, doivent payer la première tranche avant le début des cours ».

Ne sachant plus à quel saint se vouer, elle ne peut pas se résoudre à ne plus aller en cours. Elle poursuit ses longues marches, matin et soir, pour se rendre au lycée. Là, elle évite l'intendant, en se cachant derrière ses camarades dès qu'elle l'aperçoit. Alors que ses parents lui demandent de retourner dans le cycle général d'études, où les frais sont moins élevés, elle apprend qu'il existe des bourses du projet SWEDD pour soutenir les filles dans les filières techniques. Ce soutien du SWEDD vise à renforcer l'employabilité des jeunes filles, en les encourageant à embrasser des carrières surtout suivies par des hommes. « La joie m'est alors revenue au cœur et j'ai rapidement déposé le dossier pour être bénéficiaire de cette bourse. J'ai été acceptée, à mon grand bonheur. Je remercie le projet SWEDD, qui m'a permis de garder la tête haute et d'étudier comme je le voulais ».

Soulagée et maintenant sereine, elle prépare son Certificat d'aptitude professionnelle (CAP) et se projette aujourd'hui dans un avenir radieux, dans lequel elle se verrait bien devenir « directrice de la Société béninoise d'énergie électrique » ou pourquoi pas ministre de l'Énergie. Son message pour la campagne Stronger Together : « Une fille diplômée des enseignements technique et de la formation professionnelle est un atout pour le développement. Alors investissons en elle ».

« J'ai pu étudier l'électrotechnique comme je le voulais, grâce à une bourse SWEDD »



Senami Mariette Atolou

Femme mentore du projet SWEDD dans un espace sûr pour les jeunes filles, elle est aussi active en tant que relais communautaire auprès d'un centre de santé et d'un Centre de promotion sociale (CPS) à Cotonou. Sa vocation : autonomiser les femmes et leur donner un meilleur accès aux soins de santé sexuelle et reproductive.

Senami Mariette Atolou, 46 ans, a fait son chemin dans le milieu associatif, grâce à sa force de caractère. Tombée enceinte à l'adolescence, elle a été renvoyée de chez elle par son père, et plus tard abandonnée par son mari. Ce qui ne l'a pas empêchée d'élever ses quatre enfants dignement. « Je suis tombée et je me suis relevée, plus forte », résume-t-elle, prête à donner l'exemple aux jeunes filles qu'elle cherche à protéger.

Ancienne secrétaire générale de l'Association de développement du quartier de Fifadji Hounto, de 2015 à 2019, elle a servi d'actrice porteuse de dynamique communautaire (APDC) pour les bénéficiaires du projet d'Appui aux communes et aux communautés pour l'expansion des services sociaux (ACCES) mené par les autorités du Bénin. Elle a également été médiatrice pour le Projet de services décentralisés conduits par les communautés (PSDCC), entre 2015 et 2017.

Relais communautaire dans le 4e arrondissement d'Akpapa 2, un quartier de Cotonou, elle œuvre depuis 2022 comme femme mentore du projet

SWEDD dans un espace sûr pour les jeunes filles vulnérables. « Après leur identification dans les quartiers, on appelle les jeunes filles pour suivre pendant trois mois des formations en compétences de vie et santé sexuelle et reproductive, pour les amener à connaître leur corps et leurs droits ».

Avec une collègue, elle suit la seconde cohorte du projet SWEDD, 62 filles réparties en deux groupes. Leur point commun ? Elles n'ont jamais fréquenté l'école ou ont quitté les bancs. Les jeunes filles suivent deux heures d'écoute et deux heures de formation par semaine, durant lesquelles les messages passent dans la bonne humeur, via des sketches et des chansons. « Nous n'avons pas constaté d'absences, souligne Senami Mariette Atolou. Les jeunes filles viennent et les sessions leur donnent du tonus, même quand elles sont découragées ».

L'écoute peut aussi être individuelle, ce qui place la mentore en position de confidente. « La relation que je noue avec elles, qui me considèrent comme une maman, me permet de les orienter et de leur redonner confiance. Leurs difficultés viennent souvent du manque de dialogue avec les parents. J'essaie de discuter avec ces derniers pour leur faire comprendre qu'une fille qui a atteint l'âge de la puberté doit être considérée comme une amie et non une ennemie ».

« Ma relation avec les jeunes filles me permet de les orienter »

Autre difficulté récurrente : les parents n'ont pas les moyens de payer les frais demandés par les artisans pour des contrats d'apprentissage en couture ou en coiffure, qui permettent d'avoir un diplôme au bout de quatre ans. Les espaces sûrs permettent aussi aux bénéficiaires d'acquérir les bases du calcul et de l'épargne. « J'apprends aux filles à ne rien attendre des autres et à économiser elles-mêmes, en distinguant les besoins des désirs : on peut renoncer à certaines envies pour économiser et payer sa propre formation, qui coûte ici entre 150 000 et 200 000 francs CFA ». Senami Mariette Atolou, pour motiver les jeunes filles, part souvent de son propre exemple. « Je pense que je ne serais pas tombée enceinte adolescente, si j'avais eu la chance d'avoir les conseils que prodigue le projet SWEDD », conclut-elle.



Solange Mèhou Houédanou

Solange Mèhou Houédanou, 47 ans, femme d'affaires élue députée en février 2023, est membre de la Chambre de commerce et d'industrie du Bénin (CCIB) et ambassadrice de la campagne « Stronger Together » du projet SWEDD. Elle a fondé en 2016 l'Union des femmes entrepreneurs et solidaires du Bénin (UFES-Bénin), une ONG qui forme les porteuses de projets de petites entreprises, et a lancé en 2018 une société de transformation agro-alimentaire qui emploie une soixantaine de femmes.

À la tête de Sol des Anges, la société qu'elle a fondée en 1999, Solange Mèhou Houédanou opère dans l'importation de volailles et de poissons congelés, d'huiles végétales et de denrées alimentaires. Elle a progressivement construit un réseau de distribution national, s'érigeant en « success story » féminine dans le secteur privé.

« Je demande aux hommes de libérer les femmes et de leur faire confiance »

Sa volonté de partager son expérience et de promouvoir l'autonomisation des femmes l'amène à fonder une ONG en 2016, dénommée Union des femmes entrepreneurs et solidaires du Bénin (UFES-Bénin), dans sa commune d'Allada, située dans le département de l'Atlantique, au sud du pays. Sa mission : faire aboutir les projets de PME portés par des femmes. « *L'association regroupe aujourd'hui plus de 720 femmes, qui bénéficient de conseils pour entreprendre, le plus souvent dans le commerce et l'artisanat. Nous les aidons à aller au financement, auprès des banques, des ONG, des partenaires au développement, via les structures de microfinance ou l'entraide* ».

La cause de l'autonomisation des femmes lui tient à cœur pour trois raisons, explique-t-elle : « *Je demande aux hommes de libérer les femmes, de leur faire confiance pour qu'elles puissent participer à l'économie familiale, aux besoins de la maison. L'émancipation de la femme représente un enjeu important, qui reste à défendre. Enfin, je souhaite partager mon expérience pour participer à la croissance et au développement de la femme* ».

Dans cet esprit, elle a lancé en 2018 Sol des Anges Agro Business, une entreprise de transformation locale des denrées alimentaires. « *Cette société emploie une soixantaine de femmes pour élever des volailles et fabriquer du jus d'ananas. Elles sont formées et leurs salaires leur permettent d'économiser pour devenir autonomes, et répliquer pour elles-mêmes le modèle auquel elles participent* ».

Élue députée lors des élections législatives du 8 janvier 2023 dans sa circonscription, elle a fait campagne, en partie, sur la femme et sa place dans la société. « *Nous allons travailler à des lois assurant la protection des femmes et des adolescents, et faire une priorité du maintien des filles à l'école, assure-t-elle. Elles sont nombreuses à être détournées de leurs études durant l'année scolaire, par des adultes et parfois leurs propres professeurs* ».

Son message : « *La femme peut faire quelque chose de ses mains et contribuer aux besoins de sa famille, mais aussi à l'économie locale et nationale. Nous avons notre place et il faut nous organiser pour la mériter* ».



Huguette Akplogan Dossa

La présidente du Chapitre du Bénin du Réseau africain des femmes leaders (AWLN-Bénin), initié en 2017 après le Forum de New York organisé par ONU Femmes et l'Union africaine (UA), est aussi ambassadrice de la campagne « Stronger Together ». Cette figure de la société civile a fondé plusieurs organisations pour défendre les droits des femmes et renforcer leurs capacités, en vue de leur autonomisation.

Dès l'université, Huguette Akplogan Dossa s'est mobilisée avec ses « sœurs ». C'est d'ailleurs le nom qu'elle donne en 1993, à l'âge de 24 ans, à son association : « Les Sœurs unies à l'œuvre », dont la mission est de rassembler les petits moyens d'un groupe de jeunes femmes pour faire don de vivres à des orphelins.

Après un BTS en Gestion, comptabilité et finances, elle obtient à Ouagadougou une licence en Développement et éducation des adultes, puis revient au Bénin pour un master en Management des projets et des organisations. « *J'avais déjà le goût de la gestion de projets sur le terrain, explique-t-elle, ayant travaillé pour l'ONG belge Solidarité mondiale. J'avais participé à une formation de femmes à la fabrication d'huile de palme dans la région du Mono, avec le soutien de l'Ambassade de Belgique. Un expert ivoirien est venu pour les aider à développer la production de banane plantain. Ces succès ont redynamisé le marché local* ».

Les Sœurs unies à l'œuvre lancent en 1994 un programme de prévention du VIH/Sida ainsi que des projets de micro-crédit destinés aux femmes dans les régions Sud, Centre et Nord. Des femmes tirent des revenus du séchage du manioc râpé pour fabriquer du gari, une pâte qui sert d'aliment de base, dans l'optique de l'autosuffisance alimentaire. « *Nous avons mis l'énergie solaire à leur disposition, ce qui leur a permis de se diversifier, en fabriquant des glaçons et en rechargeant les téléphones de tout le village* », retrace Huguette Akplogan Dossa.

Ses succès s'accumulent dans les années 2000. Elle lance en 2004 la branche béninoise de Business Professional Women (BPW), affiliée à l'ONG internationale du même nom, basée à Genève, tout en étant de 2005 à 2011 la coordonnatrice nationale du réseau Social Watch Bénin, qui regroupe plus de 300 organisations de la société civile, pour le contrôle citoyen de l'action publique.

Fondatrice en 2008 du Réseau africain pour le droit à l'alimentation (RAPDA), elle devient membre du Conseil économique et social (2009-2014) et dirige l'agence de voyages Emeraude Tours (2008-2018). Elle remporte en 2017 un concours de Femmes engagées pour le développement (FED-ONG) qui fait d'elle une « Peace Lady ». Son gouvernement l'envoie représenter le Bénin, la même année, au Forum de New York, organisé par ONU Femmes et l'Union africaine (UA). Il s'agit de galvaniser le mouvement des femmes leaders à travers l'Afrique pour porter l'Agenda Afrique 2063, en ligne avec les Objectifs de développement durable (ODD).

« Les femmes doivent être le moteur de leur propre développement »

À l'issue du forum, l'African Women Leaders Network (AWLN) est lancé. Le chapitre du Bénin est fondé en février 2020, sous sa présidence, afin de promouvoir le leadership féminin dans les sphères sociopolitiques. Parmi les obstacles à surmonter, Huguette Akplogan Dossa mentionne les mentalités des femmes elles-mêmes : « *Il faut les amener à comprendre qu'elles doivent être le moteur de leur propre développement, sans toujours tout attendre de l'autre. Elles peuvent se mettre ensemble et utiliser la solidarité agissante pour se relever ou sortir du carcan dans lequel elles se trouvent* ».



Daagbo Hounon Houna II

Sa Majesté « Dada, Roi des mers et des océans », chef spirituel suprême du culte vodou, préside depuis 2018 la Plateforme nationale des structures religieuses pour la santé, la paix, la sécurité et le développement au Bénin. Cette organisation fondée en 2017 regroupe les religions endogènes, chrétiennes et musulmanes, et se voit appuyée par le SWEDD pour relayer les messages sur l'éducation, la santé et l'autonomisation de la femme.

Daagbo Hounon Houna II, basé à Ouidah, a succédé à la mort de son père, en 2004, au rang de chef du culte « vodoun houendo », une religion largement pratiquée au Bénin. Une part de 11 % de la population s'en réclame, mais le chiffre est supérieur, dans la mesure où des chrétiens perpétuent le culte, sans toujours le revendiquer. Le vodou s'étend au sud du Nigeria et du Togo voisins, ainsi qu'à Haïti, à Cuba et au Brésil, où il a évolué sous diverses formes chez les descendants des victimes de la traite transatlantique.

Dénommée Elossé, un diminutif en langue fongbé de « Elossé wé man dandan gonan égbé » - « Il faut absolument être instruit, car de l'instruction jaillit en permanence la lumière », l'association du chef vodou a participé entre 2013 et 2016 à une campagne de promotion de la santé et de lutte contre les violences basées sur le genre (VBG), sur financement des Pays-Bas.

« Au regard de nos succès, les partenaires ont souhaité que nos structures religieuses et endogènes fédèrent leurs efforts ». D'où la création de la Plateforme nationale des structures religieuses pour la santé, la paix, la sécurité et le développement, qui réunit les représentants des trois courants religieux au Bénin. Daagbo Hounon Houna II préside la Plateforme depuis 2018, et a été reconduit en janvier 2023 pour quatre ans.

Chaque message formulé par le roi est largement écouté par les populations. « *Outre mon souhait que le vodou retrouve ses lettres de noblesse, nous devons ensemble travailler dans la tolérance et la paix à ce que la population, surtout quand elle est vulnérable, considère la santé et l'éducation comme des devoirs. Tous les enfants naissent égaux, et la fille étant en mesure de faire la même chose que les garçons, aucune discrimination ne saurait se faire. La communauté vodou tient depuis 1997 des séminaires sur la scolarisation des filles, qui contribue au bien-être de la nation* ».

« De l'instruction jaillit en permanence la lumière »

Face à l'essor démographique de la jeunesse, au Bénin comme ailleurs en Afrique, le chef religieux estime que sa génération est « *tendue de préparer la relève, en misant sur l'éducation des enfants, et notamment des filles. Nous disons aux jeunes filles de ne pas se laisser distraire. L'éducation est la mère de tous les succès* ».



Izi Cherif Inoussa

Imam à la mosquée de Cococodji, Izi Cherif Inoussa, professeur de mathématiques à la retraite, est aussi chargé des affaires financières et comptable de la Plateforme nationale des structures religieuses engagées dans la promotion de la santé au Bénin (PNSR-PS/B). Également point focal du partenariat de Ouagadougou pour l'Alliance religieuse de l'Afrique de l'Ouest (ARAO), il œuvre à l'autonomisation de la femme et son meilleur accès aux soins de santé.

En tant que père de deux filles qui ont fait des études supérieures, Izi Cherif Inoussa aime donner l'exemple. « *Aujourd'hui, ma fille aînée est cheffe de ressources humaines dans une société à Londres, et la cadette est responsable d'agence dans une banque au Bénin. Une fille instruite, en toute logique, peut devenir une femme autonome, qui a les ressources nécessaires pour se prendre en charge et participer aux dépenses du foyer, au lieu d'être à la charge du mari* ».

L'un des aspects sur lequel l'imam insiste dans ses prêches porte sur les outils de microfinance. « *Les femmes de la mosquée ont commencé à s'organiser pour créer des tontines et se*

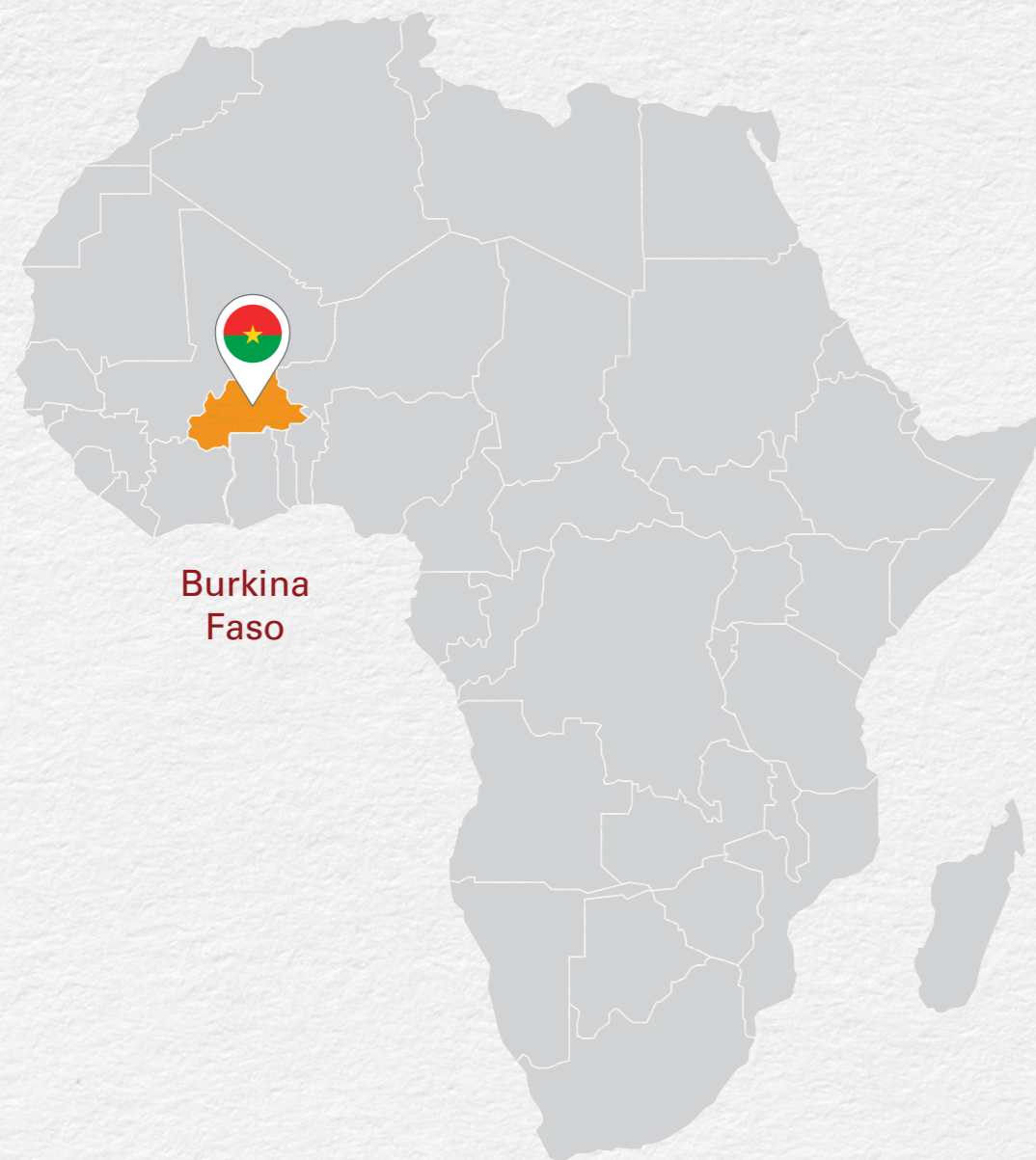
soutenir », précise-t-il. Défenseur du principe de leadership féminin, il s'est entouré de femmes en tant que chef religieux, avec une chargée de mission et une secrétaire générale de la mosquée.

Afin d'accompagner le projet SWEDD dans sa mission, il sensibilise à travers ses sermons sur les thèmes de l'éducation des filles, de l'autonomisation de la femme et de l'accès aux soins de santé sexuelle et reproductive. « *Il faut reconnaître que les débuts n'ont pas été faciles, notre communauté ne souhaitant pas parler de planification familiale, car elle supposait qu'il s'agissait de limiter les naissances. Nous lui avons fait comprendre que l'organisation et l'espacement des naissances est favorable à l'autonomisation de la femme, qui ne peut pas s'occuper d'elle-même si elle a constamment un bébé dans les bras* ».

Ce message, précise l'islam, n'est pas contraire à l'islam. « *Au temps du Prophète Mahomet, des femmes tombaient enceintes juste après leur retour de couches. Une femme est partie voir le Prophète, qui lui a conseillé de pratiquer le coït interrompu, dont l'équivalent aujourd'hui est le port du préservatif. Nous avons ainsi réussi à convaincre* ».

L'imam plaide constamment pour l'éducation des filles, car « *avoir une enfant qui émerge dans la société est source de fierté, et permet aux parents d'être à l'abri des soucis dans leurs vieux jours. Notre pays compte des femmes ministres, députées, professeurs, médecins, et le Bénin a même une vice-présidente* ». Il recommande aussi un supplément d'écoute chez les parents dans le dialogue avec leurs enfants. « *Nos adolescents causent beaucoup de soucis, c'est un fait. Ils ont accès à nombre d'informations sur les réseaux sociaux, et il faut leur parler, surtout aux filles, pour éviter les grossesses non désirées* ».

« Une femme qui émerge dans la société est source de fierté pour ses parents »



Burkina
Faso



Juliette Compaoré

Fondatrice de l'Association Songui Manégré Aide au développement endogène (ASMADE), cette figure de la société civile œuvre à l'autonomisation de la femme, par le biais de formations professionnelles organisées avec le concours du projet SWEDD.

« On ne développe pas quelqu'un, mais il se développe ». Engagée auprès de nombreux réseaux associatifs, Juliette Compaoré, 53 ans, cite volontiers cette pensée de son célèbre compatriote, l'historien Joseph Ki-Zerbo. L'aventure professionnelle de cette fille d'agriculteur a commencé dans les années 1990, lorsqu'elle encadrait 40 groupements féminins chargés de banques de céréales et de moulins à grain dans la province de l'Oubritenga. En 1994, Juliette Compaoré fonde son Association Songui Manégré Aide au développement endogène (ASMADE), qui devient en 2006 une ONG, reconnue d'utilité publique en 2015. Aujourd'hui forte de 145 collaborateurs permanents, cette ONG œuvre à l'autonomisation des femmes, l'insertion professionnelle et la protection sociale.

Sur le terrain, ASMADE appuie le volet « Entreprendre au féminin » du projet SWEDD au Burkina Faso. Avec l'appui d'autres partenaires, elle a ainsi formé en 2021, dans des villages à travers le pays, 1 620 jeunes femmes âgées de 20 à 30 ans et 720 adolescentes en 2021 aux techniques de production, de conservation et de commercialisation des produits locaux. En outre, 210 adolescentes déscolarisées et non scolarisées ont été initiées à différents métiers.

À l'issue des formations, certaines bénéficiaires ont réussi à créer leurs entreprises, notamment dans le domaine de la boulangerie et de la transformation agro-alimentaire. D'autres ont été employées dans la plomberie, la mécanique ou la couture.

Juliette Compaoré s'est beaucoup investie dans l'organisation professionnelle des femmes. Grâce à ses actions, le Collectif des associations de femmes restauratrices (CARTPL) a été créé en 2008, et compte aujourd'hui 5 000 membres. « Les restauratrices opéraient seules ou en petits groupes, explique Juliette Compaoré. Nous les avons accompagnées dans leur structuration, avec de la formation et du coaching, et nous les avons vues monter leur entreprise, devenir chefs de service et occuper des postes de responsabilités ».

L'éducation représente selon elle la clé de l'autonomisation, même si tout un travail reste à faire sur les mentalités. « Les communautés doivent créer un environnement favorable, en déconstruisant les stéréotypes sur le rôle et la place de la femme dans la société, indique-t-elle. La femme peut et doit contribuer au développement. Tous les acteurs doivent en prendre la mesure, à commencer par les femmes elles-mêmes ». Juliette Compaoré ne cesse de faire ce plaidoyer, avec ténacité.

« Donner toutes leurs chances aux entrepreneuses »



Elisabeth Ouédraogo

Ambassadrice de la campagne « Stronger Together » lancée par le projet SWEDD sur le thème « Éducation des filles et leadership féminin », cette figure de proue du combat pour l'éducation des filles et des femmes en Afrique a fondé en 1996 l'Association des femmes scientifiques du Faso pour la promotion de l'éducation scientifique et technologique des femmes (FESCIFA/PRESCITEF).

« L'analphabétisme est un réel handicap de nos jours pour la vie en société. L'école ne garantit pas d'avoir un emploi, mais donne une méthode et les moyens de communiquer... » Elisabeth Ouédraogo, 76 ans, inspectrice des sciences de la vie et de la Terre à la retraite, occupe une place à part dans la défense des droits des femmes au Burkina Faso. Elle se déclare en accord total avec tous les axes de la campagne « Stronger Together », entreprise par le SWEDD. À ses yeux, le message « Ne m'appellez pas madame avant l'âge de 18 ans », diffusé sur les médias par la campagne, paraît des plus pertinents, dans l'optique du maintien des filles à l'école et de la lutte contre les mariages d'enfants.

Son parcours est marqué par une « prise de conscience », dit-elle, et la conviction que l'éducation représente à la fois « un besoin essentiel et un droit fondamental ». Elle-même ne cesse d'étudier, et rédige encore aujourd'hui, 56 ans après avoir obtenu son Baccalauréat, un mémoire de théologie. En tant que membre du Conseil économique et social (CES), de 2012 à 2020, elle a beaucoup lutté contre l'utilisation anarchique des produits chimiques dans l'agriculture. Mais cette ancienne vice-présidente du CES doit surtout sa renommée à son indéfectible présence à la présidence de la FESCIFA/PRESCITEF, depuis sa création.

Cette structure n'a cessé de promouvoir l'éducation des femmes, avec des cours d'appui dispensés depuis 2002 aux élèves des classes de 3e et de terminale en mathématiques, sciences physiques, chimie et biologie. Les activités de soutien scolaire gratuit ont été rendues possibles grâce au soutien de l'Unesco, ainsi que les cotisations des membres de l'association.

« L'école, un besoin essentiel et un droit fondamental »

Elisabeth Ouédraogo a aussi été présidente de 2003 à 2017 du Réseau africain des femmes scientifiques et ingénieures (RAFESI), une organisation créée en 2000 à Bamako. Première coordonnatrice en 2001 du Centre International pour l'éducation des filles et des femmes en Afrique (UA/CIEFFA), une structure affiliée en 2007 à l'Union africaine, elle reste mobilisée, face aux crises multiples qui frappent le Burkina Faso, notamment sur le plan de l'éducation.



Maïmouna Déné

Présidente de l'Association des femmes albinos du Burkina Faso (AFAB) et ambassadrice de la campagne « Stronger Together », elle promeut l'inclusion sociale des jeunes filles et des femmes via la scolarisation, l'accès aux opportunités économiques et aux soins de santé sexuelle et reproductive.

Maïmouna Déné, 43 ans, se mobilise sur tous les fronts, pour mettre fin aux discriminations qu'elle est la première à vivre, en tant que femme atteinte d'albinisme. Avec patience et abnégation, elle mène un combat collectif de longue haleine, contre ce qu'elle décrit comme « de l'ignorance, des pesanteurs sociales et des mythes ». Autant de fléaux persistants.

D'abord engagée au sein de l'Association burkinabè pour l'inclusion des personnes albinos (ABIPA), où elle a œuvré pendant dix ans, elle

fonde en 2008 l'AFAB avec d'autres femmes atteintes d'albinisme, « pour répondre aux spécificités que nous vivons en tant que femmes ». Sa cause donne un sens à sa vie, témoigne-t-elle : « L'albinisme étant un phénomène génétique, je me bats aussi pour mes enfants ».

Impliquée dans la campagne « Stronger Together » du projet SWEDD, elle cherche à sensibiliser un large public sur la scolarisation des filles, leur accès aux opportunités économiques et aux soins de santé sexuelle et reproductive, ainsi que sur la lutte contre les violences basées sur le genre et les pratiques néfastes. L'AFAB a notamment signé plusieurs conventions avec le ministère de la Santé, la Fondation Slamazone à Ouagadougou, l'association Oeuvres hospitalières françaises de l'Ordre de Malte, ainsi que l'ONG internationale Light for the World, basée en Autriche.

Parmi ses réalisations majeures figure « l'Albiweek », un événement qui consacre depuis juin 2019 une semaine par an aux personnes albinos, pour sensibiliser leurs proches et le grand public. Les formations dispensées par l'AFAB dans les régions Centre, Centre-Est et Hauts Bassins ont déjà bénéficié à 450 femmes albinos et parents de personnes atteintes d'albinisme. Sur ce total, 280 personnes ont suivi des ateliers de saponification, un procédé chimique permettant la fabrication du savon, 70 des formations en aviculture et 100 des cours de développement personnel et estime de soi. La clé de tout accomplissement futur.

« Améliorer la condition de la fille et de la femme albinos »



Kadiiso Ouédraogo

Bénéficiaire du volet « Entreprendre au féminin » du projet SWEDD, cette adolescente déscolarisée a obtenu en deux ans d'études un certificat professionnel en génie civil, qui va lui permettre de s'installer à son compte et d'être autonome sur le plan financier.

Cette adolescente de 17 ans réside dans la commune urbaine de Ouahigouya, dans la province de Yetenga, au nord du Burkina Faso. Elle a bien cru voir ses rêves brisés, lorsqu'elle a dû quitter l'école à la fin du primaire, faute de moyens financiers.

Après son décrochage scolaire, Kadiiso s'est retrouvée à vendre les beignets pour assister sa tante chez qui elle vivait. Au cours de cette période, elle s'est vue désapprouvée par certains de ses camarades, qui ont eu la chance de poursuivre leur scolarité. Sa souffrance a pris fin lorsqu'un jour, son père l'a informée de l'existence du programme de formation professionnelle innovante du projet SWEDD

« Entreprendre au féminin », porté par le ministère de la Femme, de la Solidarité nationale, de la Famille et de l'Action humanitaire.

Plusieurs filières lui ont été présentées en 2019 à la Direction provinciale du ministère : électricité, mécanique automobile, menuiserie et génie civil, conformément à la philosophie du programme SWEDD, qui propose des compétences à la fois utiles et demandées. Entre 2015 et 2018, le SWEDD a permis de battre en brèche les stéréotypes sur les femmes, avec l'apprentissage par 99 200 jeunes filles dans six pays du Sahel de métiers considérés comme masculins, telles que la maçonnerie, la mécanique des deux roues, la soudure, la conduite et la maintenance de machines agricoles, ou encore les technologies de l'information et de la communication et les médias (radio et photo).

Grâce aux opportunités de formations offertes par le projet SWEDD, Kadiiso a fait le choix de se former dans le domaine du génie civil. Persuadée que les femmes ont les mêmes capacités que leurs pairs masculins, elle a obtenu au bout de deux ans son Certificat de qualification professionnelle (CQP) grâce au soutien du projet SWEDD, qui lui a accordé une bourse sous forme de subvention. « Ce programme a changé ma vie », témoigne-t-elle. Elle espère, à l'aide du kit d'installation (équipements et fonds de roulement) mis à sa disposition, en même temps qu'à 270 autres adolescentes formées en 2021 au Burkina Faso, s'installer à son propre compte et pouvoir contribuer fièrement à la subsistance de sa famille.

Un certificat en génie civil, malgré la déscolarisation



Goomzemsé Koalaga

Agent de santé communautaire, Goomzemsé Koalaga, habitant du village de Titon, dans la région du Nord, est devenu à 50 ans un mari modèle dans le cadre des « Clubs des maris et des futurs époux », une initiative du projet SWEDD destinée à mieux impliquer les hommes dans la santé reproductive et la planification familiale.

Préoccupé par le bien-être de la population en raison de son métier d'agent de santé communautaire, ce mari polygame, marié à deux femmes et père de neuf enfants, a intégré en 2018 un Club des maris et futurs époux. Il a été convaincu par les explications données en amont par les responsables du projet SWEDD. « D'emblée, les bienfaits du programme nous ont été expliqués avant qu'il ne commence, témoigne-t-il. Il s'agit de nous aider à prendre soin de nos familles, à améliorer la santé de ses membres et favoriser la bonne entente et la cohésion entre les époux. Avant d'intégrer le club, j'étais un peu agressif et ne consultais personne avant de prendre mes décisions en tant que chef de famille ».

La formation a permis à ce mari modèle de devenir « un autre homme », dit-il. Goomzemsé Koalaga a en effet modifié son comportement, en aidant ses épouses, Zoudpoko Kogo et Tinga Kafando, âgées de 36 et 29 ans respectivement, à accomplir les tâches ménagères. Toutes deux sont actives, la première se rendant en Côte d'Ivoire en tant que travailleuse agricole saisonnière pour cueillir l'anacarde, la seconde exerçant un petit commerce en tant que dolotière. « Je ne savais pas qu'un homme pouvait aider à prendre soin de bébé pour faciliter les travaux ménagers de la femme, et je le fais maintenant. J'aide aussi à puiser l'eau, chercher du bois en brousse, laver les enfants de temps en temps, etc. Je me disais par le passé que c'étaient des corvées d'épouses. Avant la formation, de petites mésententes se produisaient couramment entre nous, mais nous vivons désormais en harmonie ».

« La bonne entente entre ma femme et moi est devenue une référence »

Afin d'inciter d'autres hommes à ce changement de mentalité et de comportement, Goomzemsé Koalaga mène en tant que mari modèle, avec ses pairs, des sensibilisations lors desquelles il tire des exemples concrets de sa vie quotidienne. En outre, les maris modèles collaborent avec les services de santé, et accompagnent leurs épouses lors des consultations prénatales pour suivre l'évolution de la grossesse et mieux gérer les difficultés qui peuvent subvenir.

Son message : « J'invite les chefs de famille à intégrer les Clubs de maris et de futurs époux, car ce programme a changé ma vie de façon très positive. Beaucoup en sont témoins au village : ma famille est épanouie et la bonne entente entre mes femmes et moi est devenue une référence ».



Alidou Ilboudo

Cet enseignant et imam de 53 ans, résidant à Ouagadougou, est marié et père de quatre enfants. Alidou Ilboudo sert de référence dans sa communauté sur les questions du « vivre ensemble » et de l'islam en général. Enseignant à l'école publique, il a encouragé ses filles à poursuivre leurs études jusqu'à la licence.

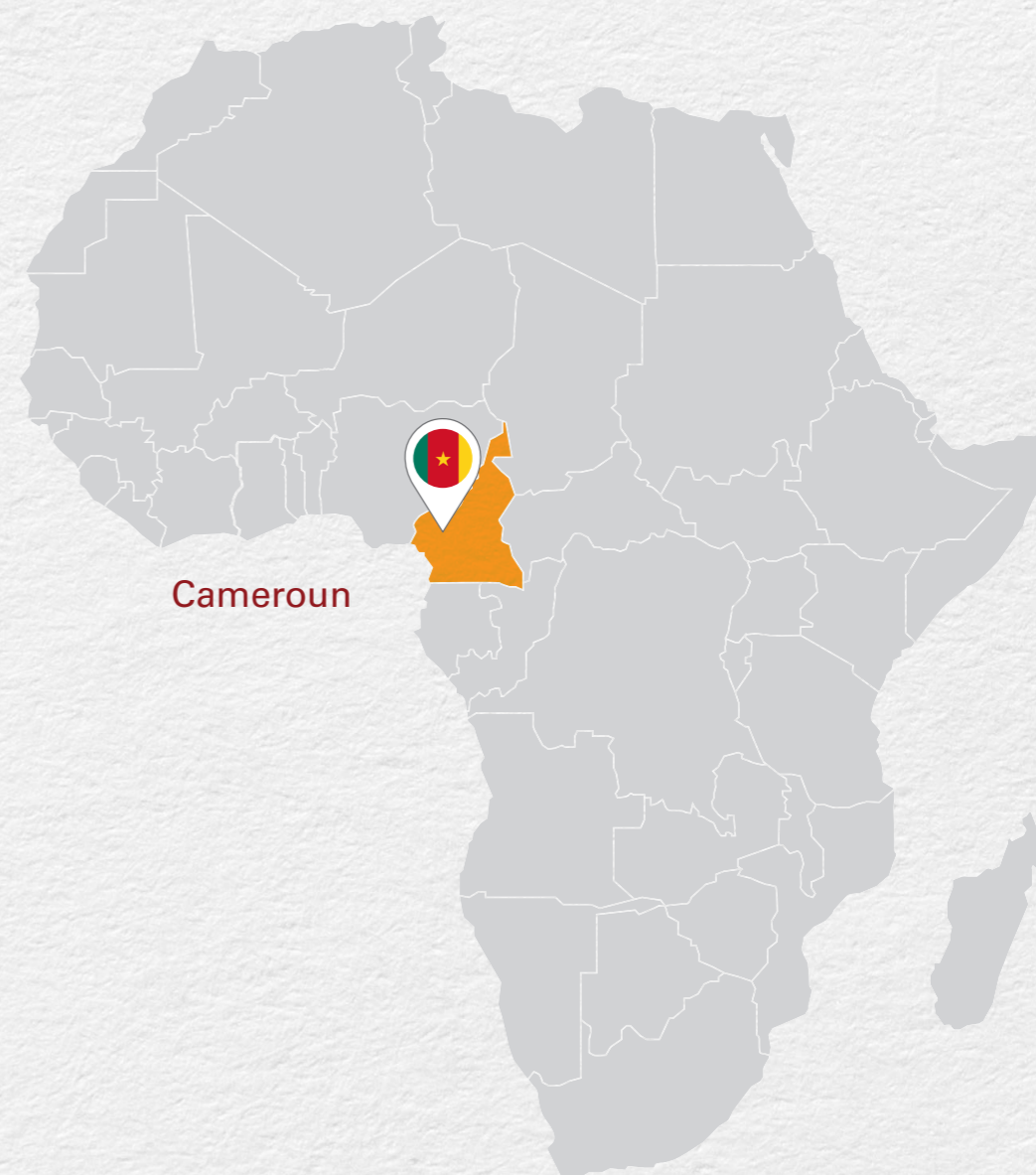
Enseignant et pédagogue, l'imam Ilboudo est coordonnateur du Centre culturel islamique du Burkina (CCIB). Marié à Rakièta SINON, 45 ans et attachée de santé au service au Centre Hospitalier Régional du Centre Nord, ce père de famille représente un homme modèle au titre du projet SWEED, dont il a bénéficié en tant que membre de l'Union des religieux et coutumiers du Burkina (URCB). Il a enseigné dans les écoles publiques, où il a encouragé et soutenu le maintien des filles à l'école, particulièrement ses deux filles qui ont poursuivi leurs études supérieures jusqu'au diplôme de licence. « *Le changement de mentalité est une nécessité suivant les hommes, les époques et les lieux, estime-t-il. Ce changement*

d'état d'esprit représente la rupture essentielle qui crée le progrès ».

L'imam Ilboudo a participé à plusieurs activités du SWEED, notamment l'élaboration de documents à l'usage des religieux, sur le mariage d'enfants, l'autonomisation de la femme, la formation des leaders religieux et l'accompagnement des jeunes. Il a également contribué à la mise en place du Bureau national du Réseau des communicateurs traditionnels du Burkina Faso au titre du projet SWEDD, un bureau dont il était Secrétaire général. Sur le plan personnel, il explique avoir fait l'apprentissage d'une meilleure approche des questions du genre et des aptitudes de communication à déployer pour obtenir un changement comportemental. Sous son leadership, un pool de leaders favorables à ces questions nouvelles a été créé, dont les membres constituent des recours pour les familles et les jeunes.

Avec et auprès de ses pairs, membres de l'URCB, il a mené des actions de plaidoyer en faveur de l'espacement des naissances, la scolarisation des filles et leur maintien à l'école, l'entrepreneuriat féminin et la lutte contre le mariage d'enfants. Grâce à ces actions, les thématiques du SWEED sont devenues habituelles au sein des communautés religieuses. Ses interventions à travers la presse et les conférences publiques ont contribué à des changements au sein de la communauté musulmane du Burkina Faso. Plusieurs imams ont notamment instauré des registres pour consigner les mariages célébrés.

« Le changement de mentalité est une nécessité »



Cameroun



Aissa Doumara Ngatansou

L'engagement de la directrice de l'Association de lutte contre les violences faites aux femmes (ALVF) à Maroua, dans le nord du Cameroun, lui a valu une reconnaissance internationale, avec l'obtention en 2019 en France du Prix Simone Veil de l'égalité hommes-femmes. Ses axes d'action correspondent aux interventions du projet SWEDD, dont elle est l'ambassadrice dans le cadre de la campagne « Stronger Together ».

La vocation d'Aissa Doumara Ngatansou, 49 ans, puise dans une révolte ancienne. Aînée de sa fratrie, elle a été marquée par la différence marquée par ses parents à son égard, en tant que fille. Dès ses 11 ans, elle se sent traitée comme une pièce rapportée, destinée à aller vers une autre famille. Malgré son refus, elle est mariée de force. « *J'ai été promise à 15 ans, mariée à 16 et mère à 18 ans* », dit-elle.

« Mariée à 16 ans, je me suis protégée mentalement »

Elle résout alors de prendre sa vie en main et impose à sa belle-famille la poursuite de ses études. « *J'ai pris conscience que je devais agir pour moi-même et par moi-même. Je me suis*

protégée mentalement en me considérant comme une enfant-adolescente. Je devais continuer de m'habiller comme une jeune et fréquenter mes camarades, et ne pas intégrer un groupe d'épouses. Sinon, c'était fichu ». Militante féministe, elle a choisi de se battre pour faire changer les mentalités au sujet des femmes.

Elle défend depuis un quart de siècle les droits des citoyennes à Maroua, chef-lieu de l'Extrême-Nord du Cameroun, une région à majorité musulmane enclavée entre le Tchad et le Nigeria. Depuis ses 26 ans, elle dirige l'antenne locale de l'ALVF, née en 1998 de sa rencontre avec Billé Siké, sociologue camerounaise et créatrice de cette structure en 1991.

L'association installe des espaces sûrs pour les jeunes filles, organise des apprentissages professionnels pour autonomiser les femmes, et met en œuvre un maillage associatif destiné à faire cesser les mariages d'enfants ainsi que les violences basées sur le genre. Des « brigades de dénonciation », des unités de 20 personnes composées d'enseignants, de chefs religieux, de parents et d'élèves permettent d'alerter et d'exposer les cas de violences. Entre 1998 et 2018, elles ont permis de secourir près de 1 200 personnes.

En mars 2019, Aissa Doumara Ngatansou a reçu le Prix Simone Veil pour la promotion de l'égalité homme-femme des mains du président Emmanuel Macron, à Paris. Elle en a été la première lauréate, récompensée pour sa détermination et son action au bénéfice des rescapées de Boko Haram, cinq ans après l'enlèvement des lycéennes de Chibok et le message mondial « Bring back our girls ».

Depuis 2014, les incursions du groupe armé en territoire camerounais font d'immenses dégâts : des enfants et des femmes sont enlevés, pour être transformés en esclaves sexuels et parfois en kamikazes. Patiemment, Aissa Doumara Ngatansou et son association œuvrent à la réinsertion des filles qui ont pu s'évader, et luttent contre leur stigmatisation.



Djaili Amadou Amal

Après un premier roman sur son expérience de la polygamie, écrit à la suite d'un mariage forcé à 17 ans, l'auteure a joint l'acte à la parole en fondant l'Association Femmes du Sahel. Sa structure s'active en milieu rural pour la scolarisation des filles, contre les mariages d'enfants et les violences basées sur le genre – un sujet sur lequel elle s'apprête à accompagner le projet SWEDD.

Djaili Amadou Amal, née en 1975 d'un père camerounais et d'une mère égyptienne, a publié en 2010 son premier roman, *Walaande, l'art de partager un mari* (Éditions Ifrikiya). Ce témoignage autobiographique, dans les pas du célèbre ouvrage *Une si longue lettre* (1979) de la Sénégalaise Mariama Bâ, qui s'en prenait à la polygamie, lui vaut une renommée immédiate.

Basée à Douala, mariée à un ingénieur et écrivain, cette femme de lettres a depuis publié trois romans, dont *Les impatientes* (Éditions Emmanuelle Colas, Paris, 2020), Prix Goncourt des lycéens 2020. Elle évoque sa destinée comme « *la réalisation d'un rêve d'enfant* ».

« Malgré un accès difficile aux livres, faute de bibliothèque dans ma ville natale de Maroua, dans le nord du Cameroun, j'ai toujours aimé la lecture et tenu un journal intime. Enfant,

je composais de la poésie, sans savoir que j'écrirais plus tard des romans. À l'adolescence, j'ai rencontré des problèmes comme la plupart des filles de mon âge dans ma région, avec un mariage précoce à 17 ans. L'écriture m'a servi d'exutoire afin de dénoncer ma situation, tout en exprimant mes ressentis.

Bref, je me suis fait entendre autrement, puisque la pression sociale m'empêchait de parler ouvertement de ma situation. J'ai divorcé et achevé mon premier manuscrit à 21 ans, sans avoir la moindre idée du processus de l'édition. Je l'ai gardé pour moi et j'ai continué à écrire à la main, sur un cahier, un second roman. Quand j'ai décidé de quitter le nord du Cameroun et de partir vivre à Douala, à 29 ans, j'ai entrepris de publier mon premier roman ».

Elle participe par la suite à une séance de dédicaces à Maroua, en présence de représentants de l'ambassade des États-Unis, qui l'invitent en 2012 à suivre aux États-Unis un programme de leadership féminin au sein de la société civile. Au retour, elle crée l'association Femmes du Sahel, basée à Douala, qui mène des actions dans le nord du Cameroun.

« L'écriture m'a servi d'exutoire, afin de dénoncer ma situation »

« J'ai encouragé des jeunes filles à parler dans des lycées. Plus de 7 000 d'entre elles ont été sensibilisées par le biais de Walaande, l'art de partager un mari. Nous tentons de leur apporter des outils pour se prémunir contre les violences. Certaines ont dénoncé devant le proviseur le harcèlement exercé par des professeurs ou des camarades. Je laisse toujours mes coordonnées aux jeunes filles, qui peuvent me demander d'intervenir lorsqu'elles ont un différend avec leurs parents sur leurs projets d'avenir. L'impact est réel, à travers le roman et mon association ». La romancière a aussi ouvert en 2022 une bibliothèque à Douala, afin de contribuer à l'éducation des filles.



Diane Ndarbawa

Présidente de l'Association pour une meilleure insertion socioprofessionnelle des filles et femmes du Cameroun (AMI Cameroun), qu'elle a fondée en 2020 à Maroua, cette jeune femme est l'une des ambassadrices de la campagne « Stronger Together » lancée par le projet SWEDD.

Diane Ndarbawa, 29 ans, réside dans la même ville que son aînée Aïssa Doumara Ngatansou, « une maman qui m'a beaucoup conseillée et soutenue », précise-t-elle. Après d'être rencontrées dans le cadre de leurs activités associatives, Aïssa Doumara Ngatansou a orienté Diane Ndarbawa et l'a aidée à renforcer ses capacités.

Mariée à 15 ans et devenue mère à 18 ans, elle divorce après la naissance de sa fille d'un mari violent. Elle résout, après ses études secondaires, de décrocher une qualification professionnelle en comptabilité informatisée et gestion, pour laquelle a multiplié les stages en entreprise. Aujourd'hui, elle réalise des prestations pour des entreprises et des associations. Elle se voit notamment chargée du suivi et de l'apprentissage au sein de l'Association au secours des filles mères, à

Maroua. « Je donne des formations en utilisation du numérique, en création d'activités génératrices de revenus, actions de groupe et suivi dans les zones rurales ».

Elle a bénéficié de nombreux appuis, venus d'ONU Femmes, d'associations locales et du ministère des PME du Cameroun, entre autres. Diane Ndarbawa suit des formations en ligne, ainsi que des événements internationaux tels que le Forum génération égalité, qui s'est déroulé à Mexico et à Paris en 2021, pour lancer un parcours d'actions sur cinq ans afin de réaliser des progrès irréversibles dans l'égalité des sexes. L'une des dernières conférences à laquelle elle a participé, le Global Land Forum, qui s'est tenu en mai 2022 en Jordanie, lui a fait forte impression : « Cette très belle expérience m'a beaucoup appris sur l'accès des femmes et des personnes vulnérables au foncier », témoigne-t-elle.

« Devenir des exemples d'autonomisation pour nos sœurs »

Elle est également représentante de la Coalition d'action justice et droits économiques (CAJDE) et « Point focal jeunes filles » de la plateforme Force de maintien de l'ordre et société civile dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun. Elle cite parmi ses principaux obstacles « l'accès au financement et au matériel nécessaire, des barrières traditionnelles et religieuses qui pèsent sur les jeunes Sahéliennes, et un accès difficile à l'information et à la communication ». Son rêve consisterait à mettre à la disposition des jeunes filles mères de sa région un « espace dédié, pour qu'elles passent du stade de victimes à celui de survivantes, qu'elles aient accès à une formation, à des outils de renforcement de l'estime de soi, et qu'elles puissent devenir des exemples pour leurs sœurs ».



Françoise Baba

Présidente exécutive de l'Association des femmes et filles de l'Adamaoua (AFFADA) depuis 2000, Françoise Baba, 65 ans, fait partie des leaders communautaires formés par le projet SWEDD en août 2022 pour proposer des actions à mettre en œuvre dans leurs zones d'intervention respectives. Son plaidoyer pour l'élimination des mutilations génitales féminines (MGF) a conduit à un projet de loi en 2011 et l'amendement du Code de procédure pénale en 2016.

L'association dont Françoise Baba a pris l'initiative en 2004, à 41 ans, s'active dans les régions de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord du Cameroun. « Notre principal combat est de faire avancer la participation des femmes au développement durable dans leurs sociétés », précise-t-elle. Ancienne cadre d'une compagnie aérienne, pour laquelle elle a travaillé pendant 25 ans, elle s'est reconvertie avec succès dans les activités de développement communautaire et de promotion des droits de la femme.

« Dans la vision de l'AFFADA, l'égalité homme-femme représente un socle pour le développement, l'équité, la paix et la tolérance. Comme nous travaillons dans un milieu très patriarcal, nous inculquons aux femmes et aux hommes la notion de parité et nous nous investissons beaucoup pour l'implication des femmes dans les sphères de décision en milieu communautaire ».

Depuis 2016, Françoise Baba se concentre sur les chefs traditionnels, pour qu'ils acceptent d'avoir des femmes pour collaboratrices. Le plaidoyer a porté dans 16 des 239 chefferies des trois régions couvertes, et 236 femmes sont devenues des notables. Si l'impact est réel, la tâche n'est pas toujours aisée. « Les pesanteurs culturelles incitent certains à vouloir tenir les femmes à l'écart. Il nous a fallu de l'audace, de la patience et de la persuasion pour expliquer le bien-fondé d'une telle démarche, malgré les réticences, voire une farouche opposition de la part de certains dignitaires ».

Plutôt que des grands discours sur la parité, Françoise Baba est persuadée que le changement concret n'interviendra que « par la base, nos villages, et des chefferies traditionnelles qui ont beaucoup de pouvoir. Nous sommes sûrs que si le chef accepte de travailler avec des femmes, par ricochet toute la communauté sera traitée de manière équitable et les femmes auront leur mot à dire ».

Deux des autres axes de travail de l'AFFADA portent sur l'élimination des MGF et la lutte contre le trafic d'êtres humains. Le plaidoyer contre l'excision a conduit à un projet de loi en 2011, dont les éléments ont été pris en compte par le Code de procédure pénale en 2016. « Avant, les gens organisaient des fêtes autour des MGF, témoigne Françoise Baba. Aujourd'hui, ils vont se cacher car la loi peut les condamner à de lourdes amendes, et ceux qui résistent emmènent les filles dans les pays voisins, le Tchad notamment, pour pratiquer l'excision ». Sur la traite et le trafic d'êtres humains, notamment vers les pays du Golfe, l'AFFADA organise depuis 2015 un colloque annuel qui permet de suivre les évolutions de ces fléaux et de les dénoncer.

« Impliquer les femmes dans les sphères de décision des chefferies traditionnelles »



Achille Pinghané Yonta

Enseignant en sociologie à l'Université de Yaoundé I depuis 2007, spécialiste de la thématique « Genre et développement », Achille Pinghané Yonta a été approché par le projet SWEDD pour participer à la dissémination de ses messages après un cours sur « l'épistémologie du genre » donné en 2022 dans le cadre d'un Master professionnel.

Les motivations d'Achille Pinghané Yonta, 44 ans, pour s'engager dans un champ d'études considéré comme féminin, s'avèrent multiples. « Dès ma tendre enfance, retrace-t-il, j'ai observé de manière naïve les disputes entre les hommes et les femmes dans ma société, ce qui m'a marqué. Ensuite, à partir de la classe de 4ème, j'ai vécu au presbytère, c'est-à-dire une maison sans femmes, ce qui m'a permis de faire la comparaison avec le foyer classique. Mon statut social et familial, ma curiosité et mes recherches font que j'assiste à des cérémonies de mariage, où les gens prennent des engagements devant les autorités traditionnelles, ce qui ne les empêche pas de divorcer par la suite. Des processus que j'ai aussi observés en première année d'université, lorsque je me rendais au tribunal pour assister à des audiences civiles de cas de divorce ».

Il a consacré sa thèse, en 2015, aux « Dynamiques des rapports de genre en milieu rural de l'Ouest du Cameroun : facteurs et enjeux ». Son

sujet principal : « analyser les incidences de l'autonomisation de la femme sur la cohésion sociale et la stabilité conjugale ». Quelles ont été les réactions de son entourage lorsqu'il a choisi de travailler sur le genre ? « Même des enseignants m'ont demandé ce qu'un homme allait faire sur des questions réservées aux femmes. En soutenance de thèse, un membre du jury m'a demandé si je ne voulais pas être l'avocat des femmes, ou si je n'étais pas efféminé ».

Achille Pinghané Yonta, qui publie dans des revues scientifiques, n'en est pas moins reconnu et appelé par maintes conférences. Il collabore avec diverses structures, dont le réseau international francophone Genre en action et l'organisation globale féministe Association for Woman's Rights in Development (AWID), basée aux États-Unis.

Son plaidoyer : « Mieux ficeler les projets d'autonomisation de la femme, en incluant la variable masculine. Car la première barrière à l'émancipation de la femme, ce sont les hommes. Il est nécessaire de tenir compte de ces derniers, surtout en milieu rural, où l'économie se trouve au centre de la domination masculine. Autonomiser la femme, c'est la rendre indépendante de l'homme, ce qui est source de conflit. Il est nécessaire de sensibiliser les hommes, pour qu'ils comprennent le bien-fondé de l'autonomisation de la femme, qui peut ainsi contribuer à l'économie du foyer ». Ce à quoi il ajoute, avec son regard de sociologue expérimenté, que « de leur côté, les femmes doivent comprendre que leurs gains ne sont pas réservés à leurs affaires personnelles, et qu'elles peuvent aussi régler des factures, qui ne sont pas la seule prérogative du mari ».

« Inclure la variable masculine dans tout projet d'autonomisation des femmes »



Ismaïla Bagoudou

Formé en sociologie, Ismaïla Bagoudou, un jeune homme de 23 ans, défend l'éducation et l'autonomisation des filles et des femmes à Garoua, au nord du Cameroun. Membre de plusieurs associations, il est aussi facilitateur pour les « Clubs des maris » du projet SWEDD et membre de l'association AJEVOH Cameroun, qui fait partie du réseau Afriyan, avec lequel le SWEDD travaille pour la mobilisation des jeunes

Très tôt, les situations qu'Ismaïla Bagoudou, fils de commerçants, a observées dans son entourage l'ont poussé à agir. En 2015, dès l'âge de 16 ans, il intègre l'Association citoyenne pour les perspectives d'avenir (ACPA) pour le Nord, qui plaide pour l'éducation en général et l'éducation de la jeune fille en particulier, la promotion de l'harmonie sociale et la protection de l'environnement. La cause de l'autonomisation des femmes lui tient particulièrement à cœur. « Parce que je suis sur le terrain et que je fais du social dans plusieurs associations, je vois ce qui se passe et je connais la souffrance qu'endurent les jeunes filles au quotidien. Je travaille pour elles afin de changer leur façon de voir les choses, les encourager à prendre la place qu'elles méritent dans la société ».

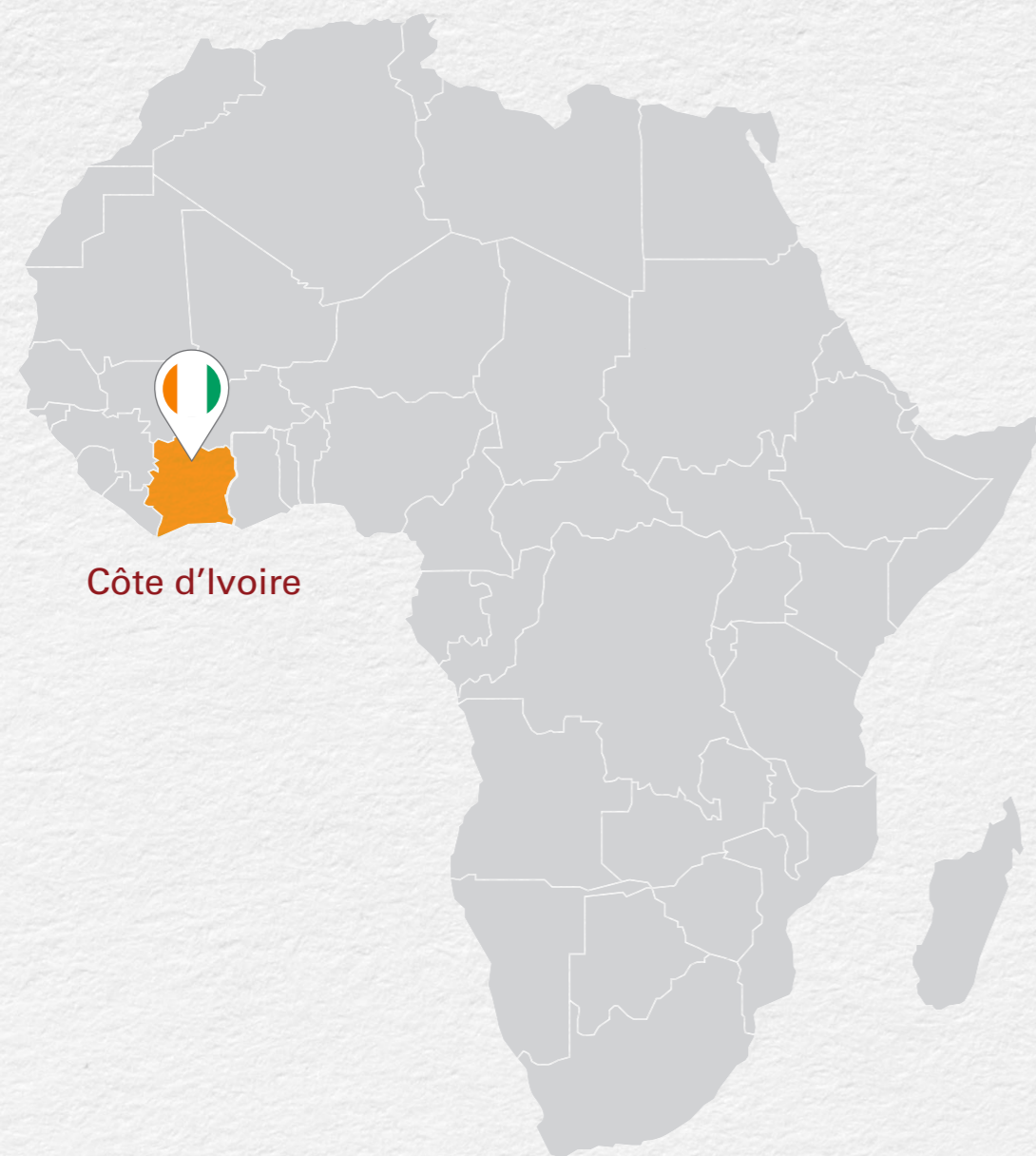
Une victoire remportée un jour marque un tournant pour lui. « Une jeune fille de 18 ans s'est rapprochée de moi lorsque ses parents envisageaient pour elle un mariage forcé qui l'aurait contrainte à abandonner ses études. Je l'ai conseillée et j'ai rencontré ses parents, qui ont changé d'avis après notre échange. Aujourd'hui, elle poursuit son cursus ».

En quête d'impact, il s'est engagé auprès de l'Association des jeunes volontaires et humanitaires du Cameroun (AJEVOH Cameroun) en 2018, puis de l'organisation internationale humanitaire Future Team Cameroun en 2019, dont il est le secrétaire général pour la région de Garoua, avant de rejoindre l'Association des jeunes solidaires de Garoua en 2020. Autant de structures qui œuvrent pour l'éducation des filles.

Depuis ses 17 ans, il est volontaire dans les campagnes de sensibilisation menées dans sa région par le ministère de la Jeunesse et de l'Éducation civique, pour l'éducation, l'entrepreneuriat féminin et contre les mariages et les grossesses précoces. Membre de la Plateforme indépendante des jeunes pour la démocratie et la citoyenneté (Pijedeca), il coordonne en outre Itiya Sahel Natural, une entreprise de transformation de produits agricoles locaux, tels que le maïs, l'hibiscus ou le gingembre, qui emploie 10 femmes.

« Je connais la souffrance qu'endurent les jeunes filles au quotidien »

Depuis 2020, Ismaïla Bagoudou assume aussi le rôle de facilitateur dans les Clubs des maris lancés par le projet SWEDD. « Ce projet captivant s'inscrit dans la continuité de mes activités, explique-t-il, avec des discussions éducatives qui traitent bien souvent des violences faites aux femmes. Ce thème revient constamment, et je suis là pour prôner le dialogue, très important entre les conjoints. J'explique par exemple que nul n'est parfait et qu'il est possible que nous commettions des erreurs, mais qu'il faut savoir se contrôler quand on est fâché, et savoir se faire pardonner ».



Côte d'Ivoire



Sefora Kodjo

Egérie de l'entrepreneuriat féminin et ambassadrice de la campagne « Stronger Together » du projet SWEDD, Sefora Kodjo dirige la Fondation Sephis, qui mène des programmes d'action et noue des partenariats pour l'autonomisation de la femme. Point focal du réseau Femwise de l'Union africaine (UA), elle est aussi membre de l'African Women Leaders Network (AWLN), initié par ONU Femmes et l'UA.

La notoriété de Sefora Kodjo a franchi un cap lorsqu'elle a été citée par un tweet de Barack Obama, en août 2019. L'ancien président des États-Unis a salué cette ancienne du programme Mandela Washington Fellowship for Young Africa Leaders (MWF/YALI), photo à l'appui, pour « son aide à l'essor de la prochaine génération de femmes leaders en Afrique ». Sefora Kodjo fait aussi la une des magazines en Côte d'Ivoire pour son soutien sans faille à l'entrepreneuriat féminin.

Multi-diplômée, elle a étudié les relations internationales à La Haye et la gestion stratégique des projets à Harvard, après un master en Études de développement et un Bachelor en Administration des affaires. Ce qui ne l'empêche pas de rappeler qu'elle doit sa vocation à sa mère, avec qui elle menait des activités sociales dès l'enfance.

« Un jour, raconte-t-elle, nous nous sommes rendues à Yopougon, un quartier populaire d'Abidjan, pour faire des dons chez Maman

Dorcas, qui recueillait des orphelins. Une adolescente, après la remise des kits, s'est mise à pleurer. Je lui ai demandé pourquoi, et elle m'a répondu qu'elle aurait aimé « être à ma place ». Elle disait avoir fait des sacrifices, comme abandonner ses études pour s'occuper des autres orphelins. Son seul espoir était qu'ils se souviennent d'elle plus tard et l'aident à leur tour. J'ai pensé à toutes les filles de mon âge qui n'avaient pas d'ambitions à cause de leur situation sociale, et ressenti une forte envie de les réunir, de les mobiliser ».

À 31 ans, elle a déjà un long parcours derrière elle, en tant que présidente de la Fondation Sephis, qu'elle a lancée en 2009 à l'âge de 19 ans, et qui lui a valu le Prix 2018 de l'Union africaine (UA) pour les meilleures initiatives de formation des femmes en Afrique. Aujourd'hui « partenaire champion » pour ONU Femmes, son organisation s'est construite en nouant des partenariats avec l'Unicef, la Fondation Obama et la GIZ (coopération allemande). En parallèle, elle a occupé des postes au ministère de la Promotion de la jeunesse, puis été directrice du « porte-parolat » au ministère de la Communication et des médias. Des fonctions qu'elle a quittées en 2019 pour se consacrer à la Fondation Sephis.

« Le leadership est d'abord et avant tout un état d'esprit »

Son programme phare, « African Women of the Future », destiné aux entrepreneures de 18 à 35 ans, propose des formations en vue de l'essor de leurs activités. Il a permis d'accélérer 250 entreprises à ce jour. Un second programme, « Peace Heart Peace Home », cible spécifiquement les agents de police, dont les capacités ont été renforcées pour lutter plus efficacement contre les VBG. Enfin, le « Sephis Tour » passe par une caravane, qui sillonne le pays pour sensibiliser les adolescentes sur les questions de leadership, d'engagement communautaire et d'excellence dans les études.

La seule contrainte à laquelle se heurte Sefora Kodjo est celle de sa jeunesse, qui la pousse à « prouver ses compétences ». Le leadership qu'elle cherche à disséminer représente « d'abord et avant tout un état d'esprit », dit-elle. Son conseil : « Ayez donc confiance en vous-mêmes, restez conscientes de vos capacités et de l'impact positif que vous pouvez apporter à vos communautés »



Syrah Sy Savané

Chargée de projet Genre et Autonomisation de la femme à l'Observatoire national de l'équité et du genre (ONEG), à travers l'équipe du ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant (MFFE), Syrah Sy Savané, 50 ans, est une personne ressource pour le projet SWEDD en Côte d'Ivoire.

Experte sur les questions de genre et d'autonomisation de la femme, Syrah Sy Savané travaille pour l'ONEG depuis 2015, après avoir été pendant cinq ans chargée d'études au MFFE, auprès de la direction de l'Égalité et de la promotion du genre. Diplômée de l'École nationale de formation des travailleurs sociaux, elle a auparavant été éducatrice de paix scolaire et travaillé pour la petite enfance à Azito, un quartier d'Abidjan.

Sa motivation plonge directement dans sa propre enfance. « J'ai été élevée par ma grand-mère paternelle à Diokoué, un village du nord-ouest de la Côte d'Ivoire. Toutes mes tantes ont subi un mariage précoce et forcé. On me confiait à elles lorsqu'on les mariait, je leur tenais compagnie et les voyais très malheureuses. J'ai perdu une cousine suite à son excision. Mes tantes voulaient m'exciser aussi, mais mon père, qui était instituteur, a toujours refusé. J'ai observé son combat contre les MGF. Toute cette enfance difficile, faite de tristesse et de pleurs,

m'a amenée à passer des concours pour être travailleuse sociale ».

Après son affectation au ministère, elle a participé à des projets de protection de l'enfance, et notamment au Plan accéléré de lutte contre les mariages précoces (PALMP), de 2013 à 2015. « J'étais déjà membre du groupe technique de travail sur la lutte contre les grossesses précoces en milieu scolaire. Les statistiques nous ont montré des chiffres très faibles au nord et à l'est du pays, par rapport au centre et au sud. Une enquête de terrain a révélé que les filles étaient déscolarisées dans ces régions pour être mariées. Les grossesses hors école n'étaient pas comptabilisées, et les jeunes filles laissées pour compte. Il fallait donc créer un milieu favorable pour maintenir ces filles à l'école ou leur faire reprendre les classes ».

Le PALMP cible 12 des 36 régions du pays, dont le Nord. « Il fallait prendre pour cible non pas les élèves, mais les parents, demandeurs du mariage de leurs filles, ainsi que les leaders communautaires et les guides religieux ». Des équipes parcourent ces régions pour mener des activités de sensibilisation, avec l'appui de l'UNFPA, puis du projet SWEDD à partir de 2017. Syrah Sy Savané a contribué à la rédaction du sous-projet « Genre » puis à sa mise en œuvre avec les ONG locales. Ce qui a permis l'extension du projet à 20 régions à partir de 2020.

« Le SWEDD a une particularité, témoigne-t-elle. Le projet a été rédigé par des techniciens qui étaient déjà sur le terrain. Il a pris en compte tous les besoins des jeunes filles vulnérables concernées par le mariage précoce, en termes d'estime de soi, d'outils pour négocier leur âge d'entrée dans le mariage, connaître leurs droits et prendre les décisions. Avec les espaces sûrs et les clubs de maris, le projet a allumé une lumière dans les régions où les jeunes filles pensaient n'avoir aucun droit ».

« Le SWEDD a allumé une lumière là où les jeunes filles pensaient n'avoir aucun droit »



Ruth Amadine Oro Tanon

Cette étudiante de 21 ans prépare une licence en communication à l'Université Félix Houphouët Boigny, à Abidjan. Elle fait partie des ambassadrices de « Stronger Together » du projet SWEDD en raison de son charisme et de son engagement.

Issue d'une fratrie de 12 frères et cinq sœurs, elle a entamé son combat pour la cause des femmes dès le lycée. « Tout a commencé en classe de première, à 17 ans, raconte-t-elle. Comme les jeunes filles de mon âge, j'avais décidé d'avoir des relations sexuelles, puisque je m'estimais grande. Mon encadreur au lycée m'a informée d'une réunion qui allait se tenir sur la santé sexuelle. Je suis sortie de cette formation motivée pour avancer dans mes études, car ce que je me préparais à faire allait me déstabiliser ». En

terminale, Ruth Tanon sensibilise ses camarades sur les dangers des grossesses précoces et des maladies sexuellement transmissibles (MST). Son enthousiasme lui vaut d'être sélectionnée en tant que panéliste dans une autre formation.

« J'utilise des méthodes contraceptives afin d'éviter une grossesse non désirée », lance sans complexes Ruth Amadine Oro Tanon, dans un message vidéo pour la campagne « Stronger Together », menée par le projet SWEDD à travers le Sahel.

Aujourd'hui membre de l'association estudiantine du Département femme des sciences de l'information et de la communication (DFSIC), elle fait la promotion du leadership féminin et l'intégration de la femme dans la vie économique et sociale. « Je fais des causeries avec des jeunes filles, un procédé déjà testé au lycée, où je passais de classe en classe ». Le premier problème auquel sont confrontées les étudiantes est la pauvreté, observe-t-elle. « Leurs parents n'ayant pas les moyens, elles ne savent plus comment faire pour manger, faire les formalités. Elles sont livrées à elles-mêmes et au désir de faire comme les autres, ce qui peut les exposer à de mauvaises influences et des comportements dangereux ».

« Réussir est une priorité »

Considérée comme un modèle par ses camarades, elle est respectée pour sa force de caractère et sa détermination. « Je m'investis corps et âme dans les activités de développement de la gent féminine », témoigne-t-elle. Pour elle, la femme leader est « celle qui connaît ses forces et ses faiblesses, qui donne le bon exemple à travers ses actions, et pour qui réussir est une priorité, ce qui l'amène à repousser ses limites et travailler dur ».



Philomène Tia Glao

Personnalité en vue de la ville de Man, dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire, reconnue sur le plan national pour son parcours dans les affaires, elle œuvre à la tête d'une importante coopérative agricole dans la région du Tonkpi à l'autonomisation des femmes et figure parmi les ambassadrices de la campagne « Stronger Together » du projet SWEDD.

Présidente de coopérative, éleveuse de bouviers, planteuse de café, de cacao et d'hévéa, patronne dans l'hôtellerie, les transports et la construction, Philomène Tia Glao est ce qu'on appelle une « *self-made woman* ». Partie de rien, cette villageoise qui a grandi dans la région du Tonkpi a construit sa fortune étape par étape, à force d'investir et de réinvestir dans sa propre diversification.

Son histoire débute voilà une cinquantaine d'années dans une famille polygame, démunie et très nombreuse de 42 enfants, dont sept garçons. À l'âge de 9 ans, la petite Philomène, qui n'est pas scolarisée, est proposée par son père en mariage à un septuagénaire, contre une dot 35 000 francs CFA. C'est la somme qui lui est alors nécessaire pour s'acquitter des frais de scolarité de l'un de ses fils, qui entrait au collège. Le mari sollicité décline l'offre, mais ce n'est que partie remise. À 18 ans, Philomène Tia Glao est victime d'un mariage forcé, et devient la septième épouse d'un autre homme de 65 ans.

Dans son nouveau foyer, elle obtient d'un voisin une parcelle d'un hectare pour cultiver des arachides. Sans capital pour acheter des semences, elle travaille dans les plantations voisines pour 600 francs CFA par jour. Sa première récolte lui fournit 70 sacs d'arachide, dont le produit est réinvesti.

Elle lance un petit commerce de poisson, près de la frontière avec la Guinée, et réalise un chiffre d'affaires de 3 millions de F CFA en un an, qui lui sert à acheter un camion à Abidjan, pour vendre du poisson.

Elle se lance ensuite dans l'élevage bovin et acquiert des terrains. Elle détient aujourd'hui 30 hectares pour la culture de l'hévéa, 30 pour le cacao et 10 pour le palmier à huile. La crise politique traversée par la Côte d'Ivoire en 2000 contraint Philomène Tia Glao à l'exil en Guinée, mais elle se refait une santé financière à son retour au pays en ramassant des bouteilles qu'elle revend, pour ensuite acheter, à force d'épargner, un dépôt de vente de boissons. Elle affrète un bus pour transporter les personnes âgées qui doivent faire le déplacement pour retirer leurs pensions en ville. En quelques mois, son affaire devient une compagnie, Maindeba Transport – comprenant 70 bus et 400 employés aujourd'hui. Nommée premier transporteur en Côte d'Ivoire en 2014, elle reçoit deux ans plus tard le Prix d'excellence des mains du président de la République, Alassane Ouattara.

En plus de ses quatre sociétés opérant dans le transport, la distribution (Tia Distribution), le bâtiment (SIATP-CI) et l'hôtellerie (Hôtels Golou Marie), elle préside la Société coopérative des productrices agricoles et vivrières du Tonkpi, fondée en 2020. Elle a offert deux camions remorques à ce groupement de 3 200 femmes dans l'Ouest, dont 1 000 femmes à Man. Elle résume sa motivation en une formule : « *Garçon a dix doigts, femme a dix doigts, donc elle aussi peut tout faire* ».

Cette coopérative produit et commercialise des bananes, ignames, avocats, piments et tomates, ainsi que de l'attiéké et du placali, commercialisés dans les pays frontaliers que sont la Guinée, le Mali, le Burkina Faso et la Sierra Leone.

Les femmes membres de la Société coopérative ont bénéficié de formations pour renforcer leurs capacités, organisées en partenariat avec l'ONG Care International. Elles ont reçu le Prix d'excellence national 2022, remis par le président de la République et assorti d'une prime de 10 millions de francs CFA. En l'absence d'un marché de gros à Man pour écouler leurs produits, elles ont choisi d'utiliser ces fonds pour le construire, en complétant l'apport financier par elles-mêmes. Ce marché, qui leur appartiendra, était en cours de finition en février 2023.

Self-made woman

« Le travail paye et il faut être patiente, très patiente pour y arriver », conclut Philomène Tia Glao, qui n'a pas l'intention de s'arrêter en si bon chemin. Parmi ses projets figurent la construction d'une école d'élevage et d'une usine de transformation du manioc.



Lucien Sedia

Imam principal de la mosquée Ikra, située au quartier « Lycée Club » de la ville de Man, dans l'ouest de la Côte d'Ivoire, ce juriste de formation, un ardent défenseur de la cause des femmes, participe à la campagne « Stronger Together » lancée par le projet SWEDD.

Titulaire d'un Master en gestion des ressources humaines, Lucien Sedia est père de cinq enfants, une fille et quatre garçons, qu'il éduque comme il a été élevé lui-même - en totale égalité de genre. Ses parents, qui traitaient leur fils et leurs filles de la même manière, leur confiaient des tâches ménagères, les envoyaient au marché, les laissaient jouer dans les champs et veillaient à ce que leurs filles aient autant de temps que les garçons pour réviser leurs leçons.

« Plus d'études et plus d'autonomie pour les filles et les femmes, un enjeu collectif »

Son père, se souvient-il, est intervenu afin d'empêcher des tantes de solliciter ses filles, pour leur confier des tâches ménagères ou des gardes d'enfants chez elles. Aujourd'hui comme hier, ses trois sœurs font sa fierté : « *Elles ont toutes fait des études supérieures, et occupent des postes de hauts fonctionnaires* ».

En temps qu'imam, Lucien Sedia est cependant témoin dans sa région du Tonkpi de situations qu'il estime « *désastreuses* » pour les jeunes filles et les femmes : « *Je connais un père de famille qui refuse totalement de scolariser ses filles. Ne pas inscrire un enfant à l'école revient à l'enterrer vivant ! Même pour être technicien de surface, il faut un petit diplôme. Autre exemple : les enfants sans extrait de naissance vont subir les très graves conséquences de la négligence des parents. Ils n'auront pas de carte d'identité, de passeport, et ne pourront postuler à rien. C'est une façon de fabriquer des délinquants, un danger pour la société* ».

Via son association, dénommée « Ikra communauté des croyants », il lance des appels et sensibilise sans relâche autour de lui, notamment sur les démarches à faire pour obtenir les extraits de naissance des enfants. Ses messages ont un impact autour de lui, qu'il observe dans sa propre famille : « *Une jeune cousine a finalement scolarisé sa petite fille* ». À la mosquée lors de ses prêches, comme en ville dans ses conversations, il exhorte les autorités, mais aussi les responsables religieux, les parents et les filles elles-mêmes à œuvrer au bien-être de la femme. « *Plus d'éducation, plus d'autonomie financière pour elles, cela représente un enjeu collectif, dit-il. Chacun doit apporter sa pierre à l'édifice* ».



Robert Gla

Instituteur détaché en tant que chef de service des Examens et concours à l'inspection de l'enseignement préscolaire et primaire de Bondoukou, Robert Gla, 56 ans, est aussi le chef de la communauté Dan dans cette ville de l'est de la Côte d'Ivoire. Il a été identifié dans le cadre de la campagne Stronger Together parmi les leaders communautaires à former et sensibiliser à la cause de l'éducation des filles, qu'il défend ardemment.

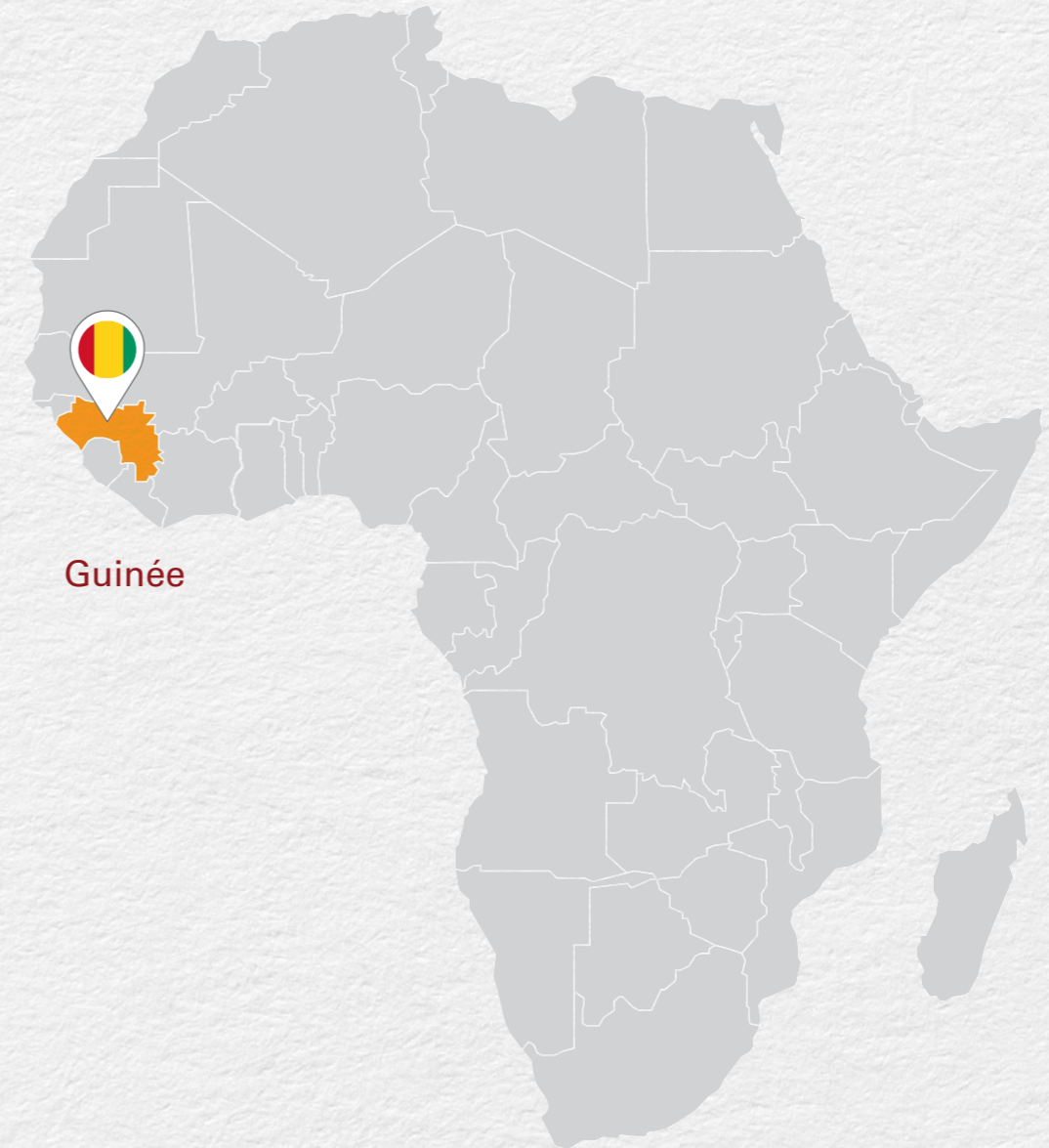
Père de trois filles, Robert Gla suit de très près leur scolarité, de même que celle des élèves de Bondoukou, sa ville, proche de la frontière du Ghana. « Lors des examens du cycle primaire, qui portent plusieurs fois dans l'année sur des compositions et des essais, j'ai pour mission de faire des contrôles dans les écoles. Mon métier m'amène à bien connaître les problèmes rencontrés par les filles dans leur scolarisation ». En tant que chef de la communauté Dan, un peuple de l'Ouest de la Côte d'Ivoire, minoritaire à Bondoukou, il explique par ailleurs aux 120 membres de son association « quel est le comportement exemplaire, en tant que parents,

qui permettra de veiller sur les filles et d'éviter les grossesses précoces ».

La pauvreté reste à son avis le principal obstacle au maintien des filles sur les bancs. « Nos écoles sont mixtes et leurs effectifs pléthoriques, explique Robert Gla. Les internats non mixtes, pour filles ou pour garçons, n'existent plus, alors que toute ma génération en est le produit. Aujourd'hui, la logique des collèges de proximité fait que des élèves quittent leur village pour aller s'installer en ville, où ils vivent éparpillés. Quand le petit pécule donné par les parents pour la rentrée est dépensé, les enfants se trouvent livrés à eux-mêmes. Qui va nourrir les jeunes filles ? Elles vont alors accepter des avances pour manger, ce qui aboutit à des grossesses précoces et des échecs scolaires ».

Autre fléau constaté par Robert Gla à Bondoukou : les mariages d'enfants et le flux des filles qui partent très jeunes de leurs foyers pour servir de bonnes à tout faire à Abidjan, la capitale. « Et ce, alors qu'elles réussissent mieux à l'école que les garçons, note l'ancien instituteur. Pour mettre un frein à ces problèmes, les solutions apportées par le projet SWEDD sont les bienvenues, et mériteraient d'être étendues. Communiquer représente un enjeu fondamental : il faut intéresser les parents, dans les familles indigentes, pour qu'ils prennent conscience des bénéfices de la scolarisation des filles jusqu'au bout ! Elles doivent pouvoir terminer leurs cursus, que ce soit dans l'enseignement primaire ou secondaire ». Une parole que Robert Gla s'efforce de faire porter autour de lui.

« Scolariser les filles jusqu'au bout »





Kadiatou Konaté

Cofondatrice du Club des jeunes filles leaders de Guinée (CJFLG), cette jeune activiste de 21 ans, ambassadrice de la campagne « Stronger Together », lutte pour l'autonomisation des filles et des femmes en s'érigeant contre les violences basées sur le genre (VBG), dont les mutilations génitales féminines (MGF) et les mariages d'enfants.

« Le changement n'est pas ailleurs : c'est vous, c'est nous, c'est moi et pour la Guinée. Afin d'atteindre l'épanouissement des filles, il faut que nous soyons convaincus de notre engagement individuel et collectif ». Ainsi s'exprimait Kadiatou Konaté, en mai 2022 à Labé, lors du lancement officiel du projet SWEDD en Guinée.

Charismatique et déterminée, la jeune activiste a co-fondé le CJFLG en 2016, à l'âge de 15 ans, avec sa camarade Hadja Idrissa Bah, une personnalité très vocale sur les réseaux sociaux contre les mariages d'enfants et l'excision. L'association, dont elle est la directrice exécutive, compte plus de 500 membres à travers le pays, âgées de 10 à 24 ans. Sa mission : « Amener les jeunes filles à vivre dans des espaces plus sûrs et sécurisés », explique-t-elle. La Guinée reste le second pays du monde après la Somalie où les mutilations génitales féminines (MGF) sont les

plus répandues, avec une prévalence supérieure à 95 %.

Ses moyens d'actions passent par les discussions communautaires, les causeries éducatives avec les filles, le réseautage et la collaboration avec d'autres organisations, ainsi que l'autonomisation des femmes et la « masculinité positive ». Le Club des jeunes filles dénonce aussi certaines situations, et intervient pour faire appliquer la loi en faisant annuler ou en empêchant des mariages d'enfants, ou encore en prévenant des cas de MGF.

Elle sillonne le monde pour faire porter sa voix lors de réunions et de conférences, quand elle ne les organise pas elle-même. Le CJFLG a en effet tenu en 2022 à Conakry la seconde édition du Forum de la jeune fille guinéenne, sur le thème « Violences sexuelles en Guinée, quelles issues ? ». L'occasion de dénoncer des pratiques telles que le harcèlement sexuel. « Aujourd'hui, nombreuses sont les jeunes femmes à croire que pour obtenir un emploi, il faut coucher avec le patron, même si elles ne le veulent pas, explique Kadiatou Konaté dans une émission sur TV5 Monde. Dans les milieux intellectuels aussi, la « promotion canapé » est très répandue. À l'école, on parle même de « NST », « les notes sexuellement transmissibles ». Les filles couchent avec leurs professeurs pour être notées. On pense que c'est normal, mais c'est une agression. »

Elue « Meilleure Ado de l'année 2020 » par le journal français pour la jeunesse L'Actu, elle a également reçu le Prix All Africa 2020 du leadership féminin. Parmi les obstacles à la mission du Club des jeunes filles leaders, elle cite « les pesanteurs socioculturelles, la faible application des textes de lois, la non prise en charge effective des victimes et le manque d'un centre d'accueil intégré pour celles-ci ». Autant de raisons de poursuivre le combat.

Vent debout contre les pratiques néfastes



Aïcha Bah Diallo

Chimiste de formation et enseignante de métier, Aïcha Bah Diallo, 80 ans, a été ministre de l'Éducation en Guinée et directrice de l'éducation de base à l'Unesco. Cette femme de savoir polyglotte, titulaire de nombreux prix et fondatrice de plusieurs réseaux, est une personnalité respectée sur le plan international. Elle figure parmi les ambassadrices de la campagne « Stronger Together », en raison de toute une vie d'engagement pour la scolarisation des filles.

Membre du Comité de liaison de l'Unesco, du Comité pour le Prix de la bonne gouvernance et du leadership en Afrique de la Fondation Mo Ibrahim, cette ancienne ministre guinéenne de l'Éducation est toujours à pied d'œuvre dans son domaine de prédilection. En mai 2022, elle a été nommée présidente du conseil d'administration du Comité national des bourses extérieures (SNABE), à Conakry.

En sa qualité de ministre de l'Éducation de 1989 à 1996, les mesures qu'elle a prises ont fait doubler le nombre d'élèves inscrites, passé de 113 000 à 233 000. « La pauvreté était le principal problème, retrace-t-elle, avec la distance entre les écoles et les domiciles, qui affecte la sécurité précaire des filles. Pour qu'elles restent à l'école

et réussissent, il fallait aussi se pencher sur la qualité de l'enseignement, avec des enseignants et du matériel didactique sensibles au genre, ainsi que des parents d'élèves sensibilisés à l'éducation pour tous ».

Active sur plusieurs fronts, Aïcha Bah Diallo encourage les filles à étudier les mathématiques et les sciences, à l'aide d'un programme de bourses. Elle autorise les filles mères à reprendre le chemin de l'école après la naissance de leur enfant, et lance une école de la seconde chance, les « Centres Nafa », pour les enfants non scolarisés ou déscolarisés.

De 1996 à 2005, elle a animé les politiques d'éducation au sein de l'Unesco, où elle a été nommée pour aider à améliorer l'éducation des femmes dans les pays les moins avancés. Son action, saluée, la positionne comme une championne de la réforme de l'éducation en Afrique. Elle passe du poste de directrice de l'éducation de base à celui d'adjoint au sous-directeur général de l'éducation, puis de sous-directrice générale.

« Chaque année supplémentaire d'éducation fait reculer la pauvreté »

En 2005, elle contribue à mettre en place l'Association pour le renforcement de l'enseignement supérieur pour les femmes en Afrique (ASHEWA) et est nommée conseillère spéciale du Directeur général de l'Unesco pour l'Afrique, un poste qu'elle occupera jusqu'en 2009.

« L'effet positif et significatif de l'éducation sur les revenus du travail n'est plus à démontrer, déclare-t-elle. Chaque année d'éducation supplémentaire produit un gain de l'ordre de 20 % et contribue directement à la réduction de la pauvreté. Egalité des genres, santé pour tous, tolérance et paix, protection de l'environnement, développement économique : la société a tout à y gagner ».



Hawa Keïta

Professeur d'histoire au collège, Hawa Keïta, 54 ans, est présidente de l'Association d'aide pour la promotion de la femme (AAPF), créée en 1998 dans la préfecture de Faranah. Elle s'active, y compris par le biais d'une émission de radio hebdomadaire sur les droits des femmes, dans la lutte contre les mutilations génitales féminines (MGF), et pour le maintien des filles à l'école.

Tous les mardi, Hawa Keïta anime avec un présentateur une émission sur Radio Bambou, dans la ville de Faranah, située à 426 km à l'est de Conakry. « C'est une émission interactive sur la promotion des femmes et leurs droits, explique-t-elle. Les gens appellent et posent des questions sur des sujets concrets, qui les préoccupent directement ». C'est ainsi qu'elle a reçu un appel au sujet de la mort en couches, dans un village, d'une femme ayant donné naissance à des bébés siamois. Hawa Keïta a remué ciel et terre pour évacuer les nourrissons par hélicoptère sur Conakry, où ils ont subi en février 2021 une opération qui a permis aux deux garçons, dont elle a aujourd'hui la garde, d'être séparés avec succès.

L'enseignante a fondé son association à l'âge de 29 ans pour œuvrer au maintien des filles à l'école. Elle-même explique avoir « eu la chance d'avoir un père ancien combattant, qui a

beaucoup suivi ses enfants dans leurs études ». Le phénomène de la déscolarisation progressive des filles n'en reste pas moins préoccupant. « Elles peuvent être 40 filles de 10 ans inscrites en quatrième, (l'équivalent du CM1 français), puis 20 l'année suivante et seulement 10 filles de 12 ans en sixième, un niveau où les garçons deviennent majoritaires en raison des mariages précoces ou de la déscolarisation, car les familles redoutent que les filles tombent enceintes ». Son association sensibilise donc les parents, et se préoccupe des jeunes filles qui ont quitté leurs villages pour étudier en ville, et qui abandonnent ensuite l'école.

Marquée par sa propre excision et la souffrance alors endurée, Hawa Keïta s'engage aussi dans la lutte contre les MGF. Elle a notamment œuvré en 2000 dans cinq sous-préfectures à un « dialogue de générations », en partenariat avec la GIZ (coopération allemande). « Lors de nos enquêtes, nous avons remarqué le défaut de communication entre les filles et leurs mères, ainsi que les garçons et leurs pères. Les enfants eux-même ont demandé un espace de dialogue, qui a été mis en place, entre des adolescents et des adultes sans lien de parenté, mais qui pouvaient retrouver et prendre en compte les points de vue de leurs proches par personnes interposées. Nous avons organisé des groupes de discussions de dix personnes pour parler de l'excision ».

« Contre les MGF, lever l'obstacle du manque d'information »

Avec l'ONG allemande Intact, son association a par ailleurs lancé des « camps d'initiation sans excision » dans trois sous-préfectures. L'idée : proposer aux parents de conserver une partie de la tradition en permettant à des matrones, les « Sema », d'aller en brousse avec des jeunes filles pour les initier, les préparer à la vie de femme et au mariage, tout en abandonnant la pratique de l'excision. Ces approches ont permis de surmonter l'un des plus grands obstacles constatés par Hawa Keïta dans la lutte contre les MGF : « le manque d'informations ».



Camara Aminatou Barry

Ancienne ministre du Tourisme, ainsi que des Postes et télécommunications, cette ambassadrice de la campagne « Stronger Together » du projet SWEDD mène depuis sa retraite, en 2018, des actions de terrain contre les mariages d'enfants et pour la scolarisation des filles, en tant qu'élue locale dans la région du Fouta Djallon.

Après une brillante carrière, cette ancienne ministre, née en 1952, a vu sa vie prendre un tournant après son départ à la retraite. Elle est élue en 2018 sur une liste indépendante, avec 40 % des suffrages, première vice-maire de Daralabé pour un mandat de cinq ans. Dans cette commune rurale de 12 000 habitants située à 19 km de Labé, dans la région du Fouta Djallon, son action donne la priorité à l'avenir des filles ainsi qu'à la protection de l'environnement. « J'ai choisi d'aller au village pour avoir plus d'impact et je suis très heureuse d'être sur le terrain », dit-elle.

Elle ne cesse de sensibiliser les parents et les cadres de l'administration sur l'importance d'inscrire et de maintenir les filles à l'école. « Les carences des éducateurs et la pauvreté des parents représentent des freins pour l'émancipation féminine, constate-t-elle. Nous avons autant, voire plus de filles que de garçons au niveau du cycle primaire, mais dès que les filles ont 15 ou 16 ans, les parents les subtilisent pour les marier ». Elle plaide pour le maintien des filles à l'école et contre les mariages d'enfants lors

des conseils communaux, auxquels participent les représentants de nombreuses associations.

Daralabé fait partie des 40 communes dites « de convergence » en Guinée, où les partenaires techniques et financiers, notamment les agences onusiennes, mènent des actions communes pour améliorer leur impact. La localité est dotée d'un Conseil local de la protection de l'enfant, de conseils locaux « enfants et familles » et de structures villageoises. « Certains acceptent de nous informer, lorsqu'une fille mineure est à marier, explique la première vice-maire. Nous avons par exemple remis une machine à coudre à une jeune fille, en expliquant à ses parents qu'elle pourrait se marier à partir de ses 18 ans. Les parents préfèrent marier les filles tôt plutôt que de risquer la honte d'une grossesse adolescente. Pour les convaincre, j'explique les dangers physiques du mariage précoce et je pars de mon propre exemple : je rappelle que mes parents m'ont mise à l'école et que mon mari a accepté que je fasse un doctorat, ce qui m'a permis de mener de grands projets qui m'ont valu du respect ».

Camara Aminatou Barry incite par ailleurs les femmes de Daralabé à s'organiser en groupements agricoles, afin de transformer le fonio et le maïs pour augmenter leurs marges. Elle conseille ainsi le groupement « Daralabé Consommons guinéen », fort d'une vingtaine de femmes, qui disposent de machines à piler le fonio. « Des petits pas sont faits, même si certains comportements sont ancrés. Un projet comme le SWEDD sera très bénéfique, car dès qu'elles sont indépendantes, les femmes se rendent compte de l'importance de l'école, d'avoir une activité, et de ne pas dépendre d'un mari ». L'élue locale, qui a initié un groupe WhatsApp des femmes amies de Daralabé, qui compte 150 membres, observe les changements à l'œuvre : « Même pour utiliser un téléphone, il faut savoir écrire. Les femmes ont conscience des avantages de la scolarisation et elles se battent pour que leurs enfants, filles comme garçons, suivent leurs études ».

« J'explique aux parents les dangers physiques du mariage précoce »



Morissanda Kouyaté

Ministre des Affaires étrangères de la Guinée, ce médecin de 71 ans a été co-lauréat du Prix Mandela 2020 des Nations unies pour son action en faveur des femmes et contre les mutilations génitales féminines (MGF). Il a contribué à créer en 1984 à Dakar le Comité interafricain sur les pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants (IAC), dont il a été le directeur exécutif.

La mort de deux pré-adolescentes, en 1983, des jumelles victimes d'hémorragie suite à leur excision, a poussé Morissanda Kouyaté, alors jeune médecin de 32 ans, à agir. Le drame s'est produit dans sa ville natale de Kouroussa, dans le nord-ouest de la Guinée. Malgré le don de sang fait par sa propre épouse, il n'a rien pu faire pour sauver ses patientes. La tragédie l'a marqué, au point « d'entrer en guerre pour venger Hassanatou et Housseynatou ». Depuis, il va à la rencontre des exciseuses et des communautés, s'attirant parfois les menaces de fanatiques religieux.

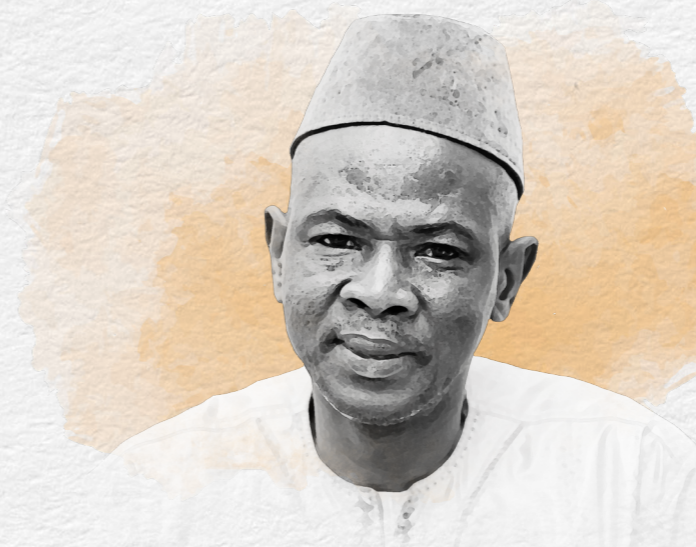
« Les femmes se protègent elles-mêmes et je suis à leurs côtés »

« L'excision n'a rien à voir avec l'islam, ni avec la circoncision masculine, martèle le médecin. La carte des MGF montre une migration de cette pratique venue de l'Égypte anté-pharaonique, vers le Sud et l'Ouest, en allant vers le Soudan, l'Éthiopie, la Somalie, le Tchad, le Nigeria et jusqu'en Guinée ».

Morissanda Kouyaté a co-organisé en 1984 une réunion au Sénégal avec les représentants de 16 pays africains, pour former l'IAC – une organisation qui milite depuis avec ses partenaires pour éliminer les MGF, un enjeu face auquel il ne baisse pas les bras. Aujourd'hui, l'IAC regroupe 23 pays, et poursuit son œuvre de sensibilisation et de plaidoyer.

Le médecin est co-auteur de la résolution 67/146 de l'ONU adoptée le 20 décembre 2012 contre l'excision, qui touche encore plus de 200 millions de femmes dans le monde, notamment en Afrique. Ce jour là, il fait le V de la victoire, dans la salle de délibération au siège des Nations unies à New York. « Hassanatou et Housseynatou, vous avez gagné, se félicite-t-il. L'excision est condamnée à mort, vous aurez contribué à sauver des millions de filles ».

Dans les progrès accomplis en Afrique de l'Ouest, le médecin remarque que « les filles et les femmes sont des collègues dans la lutte. Je ne suis plus celui qui essaie de protéger, elles se protègent elles-même et je suis à leurs côtés ». Autre tendance qui s'est inversée : « Au début, nous nous cachions pour lutter contre les MGF mais aujourd'hui, ce sont ceux qui les pratiquent qui se cachent ». Il est convaincu que cette pratique « absurde » sera un jour éradiquée.



Souleymane Camara

Juriste de formation, chef de section « Convention et loi » à la Direction nationale de la Promotion féminine et du genre au sein du ministère de la Femme, des Enfants et des Personnes vulnérables, Souleymane Camara est aussi le point focal du Programme national pour l'accélération de l'abandon des mutilations génitales féminines (MGF). Cet « homme modèle » participe activement à la mise en œuvre du projet SWEDD, lancé en 2022 en Guinée

Souleymane Camara, 55 ans, bénéficie d'une longue expertise acquise sur le terrain. Recruté comme para-juriste en 1998 au ministère de la Femme, il a d'abord pour mission d'améliorer la justice auprès des communautés. « Nous étions déployés dans des centres d'assistance juridique des quartiers de Conakry, pour conseiller et orienter les femmes dans le besoin. Je travaillais dans la commune de Dixinn et j'ai découvert qu'elles avaient des droits non respectés, dans le cadre du mariage et de la succession. Elles pouvaient se faire battre et être congédiées, ce qui m'a révolté ».

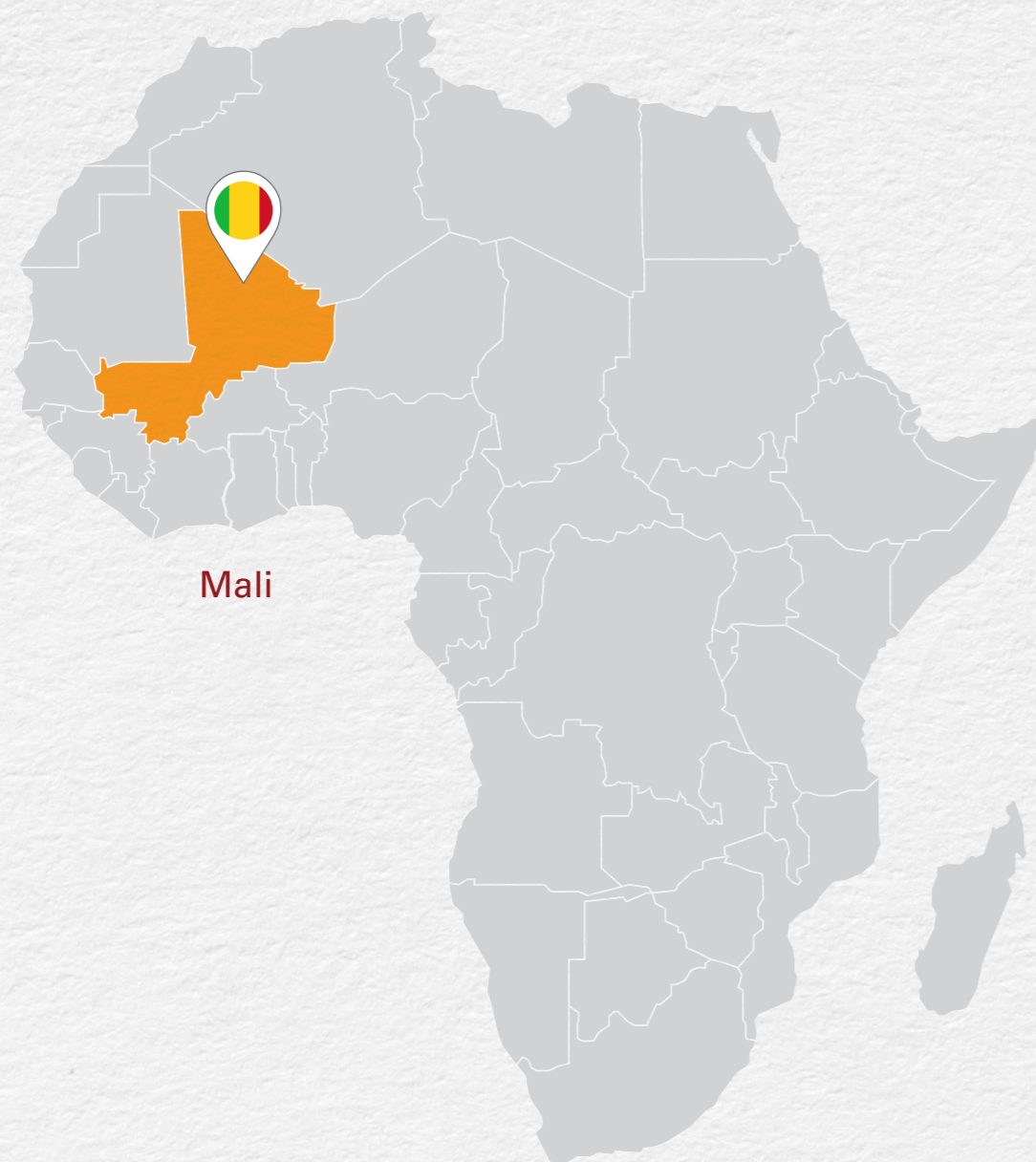
Entre 2000 à 2007, il devient le point focal de la Direction nationale de la Promotion féminine et du genre auprès de l'Unicef, chargé de la mise en place des comités régionaux de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW). À partir de 2008, en tant que coordonnateur du Programme national pour l'accélération de l'abandon des MGF, il œuvre avec des acteurs

religieux, chrétiens comme musulmans. « L'ancrage des MGF n'a pas de frontière religieuse », explique-t-il.

Dans le cadre du projet SWEDD, il est déjà bien plus qu'un homme modèle prêt à partager son expérience. Il coordonne en effet l'équipe de gestion sur le terrain des cas de violations des droits des femmes et fait du conseil, de l'orientation, de la conciliation et de l'accompagnement pour les femmes. Également chargé de la mise en place en 2022 d'une base de données nationales sur les VBG et les MGF, il supervise le suivi des déclarations publiques d'abandon des MGF et des mariages d'enfants, faites par des districts et des villages sur encouragement des autorités. « Entre 2021 et 2022, 763 villages ont fait ces déclarations, précise-t-il. Le programme est assorti de comités de suivi des engagements pris, mais aussi de l'identification et de la protection des jeunes filles exposées aux MGF et mariages d'enfants, par le biais des femmes mentors et des hommes modèles dans chaque communauté ».

« Les MFG représentent un défi de taille, en tant que norme sociale »

Aujourd'hui, 53 000 filles non excisées et 28 700 non mariées sont accompagnées par 610 femmes mentors qui veillent sur elles. Beaucoup reste à accomplir, mais Souleymane Camara pointe les dynamiques de changement à l'œuvre. La dernière enquête démographique et de santé (EDS) faite par le ministère du Plan en 2018 présente une prévalence des MGF de 39 % dans la classe d'âge 0-14 ans, contre 94,5 % chez les 15-49 ans. « Comparativement à 2012, ces chiffres marquent une baisse de 6 points chez les enfants et 2,5 points chez les adultes. Les MFG représentent un défi de taille, en tant que norme sociale présente dans toutes les régions, ethnies et groupes religieux en Guinée. Il faudra sans doute deux générations pour les éradiquer complètement ». Autre point positif : les sanctions sont de plus en plus sévères, la loi de 2000 interdisant les MGF et le Code pénal révisé en 2016 étant appliqués par des juges désormais spécifiquement formés. « Il n'est plus question de s'en sortir avec des peines de prison avec sursis et de petites amendes, se félicite Souleymane Camara. En 2022, plus de 25 personnes ont été déférées et condamnées à des peines allant jusqu'à six mois de prison ferme ».



Fatoumata Dramé

Fatoumata Dramé fait partie de la première cohorte de 105 sages-femmes recrutées à Bamako en 2018, avant d'être déployées par le projet SWEDD dans des centres de santé communautaires à travers 15 régions. L'initiative améliore l'accès aux soins de santé, vise à réduire le taux de mortalité maternelle et infantile et augmenter les accouchements assistés dans les zones périurbaines et rurales.

« J'exerce auprès de populations très vulnérables dont je découvre les souffrances, ce qui me fait sortir de ma zone de confort », témoigne la sage-femme de 32 ans, recrutée par le projet SWEDD en 2018 à Bamako. Après avoir été affectée à Seribila, un village de la région de Sikasso, frontalière de la Côte d'Ivoire et du Burkina Faso, au sud-est du Mali, Fatoumata Dramé s'est peu à peu familiarisée avec le mode de vie rural. Elle cultive une grande proximité avec la population, n'hésitant pas à prodiguer des soins, apporter son soutien moral et fournir des médicaments.

La mortalité maternelle au Mali s'élève à 368 décès pour 100 000 naissances vivantes, tandis que le risque de décès des moins de 5 ans s'avère plus élevé dans les campagnes (113 %) que dans les villes (64 %), selon la dernière enquête de santé nationale. Alors que les 1 275 sages-femmes du pays restent concentrées dans les villes, le ratio de médecins ou infirmiers disponibles ne dépasse pas 4,8 pour 10 000 femmes.

Préoccupée par le bien-être général des femmes, Fatoumata Dramé a créé une association dénommée « Bendougou », ce qui signifie « le village de l'entente » en dioula, pour les productrices de beurre de karité. « J'ai organisé les femmes autour d'une tontine hebdomadaire pour développer les capacités d'épargne locale, avec une cotisation de 50 franc CFA chaque vendredi ».

Heureuse de contribuer à l'amélioration des indicateurs de santé communautaire, Fatoumata Dramé se félicite d'avoir vu le projet SWEDD passer à l'échelle en 2020. Elle estime « rare de voir un projet qui engage plus de 320 sages-femmes sur 30 mois et fait augmenter de 8 % les effectifs de sages-femmes en activité ».

En outre, Fatoumata Dramé voit ses propres capacités renforcées via le mentorat clinique et la formation continue. « Au plan familial, témoigne-t-elle, le projet m'a permis d'améliorer mes revenus et de contribuer aux charges de la famille. Mon mari me consulte davantage sur les décisions familiales ». Son souhait ? « Que ce projet remarquable soit pérennisé et soutenu par le gouvernement du Mali ».

« J'exerce en tant que sage-femme auprès de populations très vulnérables »



Mariam Koné

Bénéficiaire du projet SWEDD, cette jeune femme s'est établie à son compte grâce au soutien de l'ONG Agir, sur un financement du projet SWEDD consacré à l'apprentissage et l'autonomisation des filles et des femmes.

Être femme et peintre en bâtiment à 28 ans, dans la commune de Dialakorodji, n'a certes rien d'ordinaire. Mariam Koné, mère de famille divorcée, assume avec fierté ses nouvelles compétences. Elle a fait partie d'une cohorte de 519 personnes formées à des métiers innovants via le programme SWEDD au Mali en 2019, sur un financement de 449 millions de francs CFA.

Les travaux ménagers qui lui incombaient, en tant que femme au foyer, relèvent désormais du passé. « Mon mari était ouvrier et son revenu ne suffisait pas pour couvrir toutes les dépenses du foyer, explique-t-elle. Je me sentais isolée chez moi, sans espoir ni soutien du côté de ma famille, étant orpheline ». Le comportement de son époux l'incite à divorcer, ainsi qu'à lutter pour son avenir et celui de ses enfants.

Ayant été déscolarisée, Mariam Koné a postulé en 2018 à l'avis de recrutement lancé par le SWEDD pour les jeunes filles et femmes ayant quitté l'école, afin de bénéficier d'une formation professionnelle innovante, dans la filière du bâtiment et travaux publics (BTP). Elle l'a fait à travers l'ONG Agir, présidée par l'ancienne Première dame Keïta Aminata Maïga, après avoir été informée et guidée par un agent de la mairie qui connaissait sa situation.

Sur les 519 filles et femmes sélectionnées, 93 ont choisi comme elle la peinture, 153 la filière électricité, 93 la plomberie, 27 le froid et la climatisation, 120 la coiffure et l'esthétique et 33 les activités de coupe et de couture. Ses six mois de formation lui ont permis de se lancer en 2019, d'abord dans des prestations journalières, puis dans la négociation de contrats pour des bâtiments complets. « Je suis heureuse de vous dire aujourd'hui que cet appui m'a tout donné. J'arrive à verser les frais de scolarité de mes trois enfants, à payer mon loyer et d'autres dépenses ».

Loin d'être pointée du doigt parce qu'elle exerce un métier traditionnellement masculin, elle est encouragée par sa communauté, et souvent montrée en exemple par les autorités et les médias. Elle a déjà formé deux jeunes filles qui l'accompagnent sur les chantiers, à sa « grande satisfaction ». Mariam Koné, qui envisage de monter son entreprise et d'engager plus de femmes, salue par ailleurs l'esprit participatif du projet SWEDD : « Il s'adresse à toutes les communautés bénéficiaires, les autorités locales, les femmes et les jeunes. La meilleure façon de lutter contre le chômage et l'abandon des études par les jeunes filles, c'est de leur donner une seconde chance pour réussir dans la vie. La formation professionnelle est le seul gage d'autonomisation ».

Une seconde chance dans la peinture



Fatoumata Konaté

Bénéficiaire du projet SWEDD de formations innovantes dispensées depuis 2019 à travers le Mali, cette jeune femme a fait ses premiers pas dans sa carrière de photographe et vidéaste.

À 27 ans, Fatoumata Konaté est connue en tant que photographe et vidéaste à Koulikoro, une ville située sur les rives du fleuve Niger, à 60 km au nord-est de Bamako. Comme tant d'autres, elle a abandonné l'école en raison d'une grossesse adolescente. Inactive après la naissance de sa fille, elle a été guidée par l'ONG malienne Action pour la formation et l'autopromotion rurale (AFAR) vers les formations innovantes du programme SWEDD, qui lui ont permis d'acquérir des compétences dans sa nouvelle filière.

« Un jour, j'ai entendu un communiqué à la radio sur un projet qui voulait recruter des jeunes femmes et filles déscolarisées prêtes à s'engager dans des métiers que les femmes n'embrassent pas d'habitude », raconte-t-elle. Après avoir postulé pour une place en « couverture médiatique », elle a suivi des cours pendant six mois, et obtenu en août 2019 un kit d'installation, composé d'équipements et d'un fonds de roulement.

Installée à son compte, elle est désormais sollicitée pour immortaliser des mariages, des baptêmes et autres cérémonies dans sa commune et au-delà. Un journaliste de la télévision L24 lui apprend par ailleurs à tourner des reportages et l'initie aux techniques de montage de vidéos. Elle a créé une page web TV qui lui permet de communiquer sur plusieurs partenaires, ainsi que la phase 2 du projet SWEDD au Mali et l'activité des ONG partenaires, entre autres.

« Le projet SWEDD m'a permis d'acquérir mon indépendance sur le plan financier, et d'être digne en volant de mes propres ailes, explique Fatoumata Konaté. Travailler et contribuer à l'économie de ma famille, de ma cité, représente un état de fait unique pour moi ». Son plus grand souhait : « Que le SWEDD puisse continuer de soutenir des filles et des femmes pendant de nombreuses années, afin de toucher encore plus de personnes ».

« Être digne et voler de mes propres ailes, grâce à la photographie »



Korotoumou Coulibaly

Agent de santé communautaire, Korotoumou Coulibaly, 35 ans, mariée et mère de deux filles, est aussi une femme « mentor » du village de Tiendo. Elle a été formée pour animer les espaces sûrs installés pour les jeunes filles et les femmes par le projet SWEDD dans sa région de Koulikoro.

Après ses études secondaires, Korotoumou Coulibaly a suivi une formation professionnelle pour devenir agent de santé communautaire, ainsi qu'une formation de mentor sur « le curriculum d'animation des espaces sûrs » dans le cadre du projet SWEDD au Mali. Déjà impliquée dans sa communauté pour la cause féminine, elle explique avoir été désignée pour ce rôle par l'assemblée villageoise, dès la première rencontre communautaire organisée par le projet SWEDD dans sa localité.

L'impact de SWEDD sur sa vie est tangible, témoigne-t-elle : « Il m'a apporté la maîtrise et

l'estime de soi, et m'a aussi permis d'acquérir des compétences qui m'aident à vivre en harmonie avec tous. Je pensais que mes connaissances antérieures me suffisaient, mais après avoir participé à la formation des mentors, j'ai appris énormément ». Parmi les leçons qu'elle en a tirées figurent « la manière d'échanger avec mon conjoint sur les problèmes conjugaux, le partage d'idées avec mes deux co-épouses pour la bonne marche du foyer, et puis l'encouragement à engager des discussions avec les enfants, surtout les filles, pour un avenir meilleur ».

Korotoumou Coulibaly estime pertinente l'approche du projet SWEDD en matière de santé sexuelle et reproductive, des questions souvent tabou qui sont évoquées avec « modération », estime-t-elle. Ce qui entraîne des changements de comportements notables, notamment dans l'utilisation par les femmes de méthodes modernes de contraception, ou encore dans le fait que des maris aident de plus en plus leurs épouses dans les tâches domestiques. « On voit de moins en moins de grossesses précoces ou rapprochées, et je constate beaucoup d'améliorations sur le plan sanitaire », ajoute-t-elle.

« Le projet SWEDD m'a apporté la maîtrise et l'estime de soi »

Autre point fort du projet à ses yeux : le concept de « masculinité positive » qu'il cultive, qui incite les hommes à remettre en question certaines normes sociales liées au patriarcat. Au final, Korotoumou Coulibaly invite ses paires à se rapprocher d'elle, pour bénéficier de ses conseils et de ses connaissances, mais aussi à « s'inscrire sur les listes prochaines des bénéficiaires du projet SWEDD », qu'elle espère voir répliqué dans de nombreux villages du Mali.



Abdoulaye Diakité

Enseignant généraliste de formation, Abdoulaye Diakité, 39 ans, participe au projet SWEDD en tant que facilitateur du Club des maris et du Club des futurs maris de Dioïla, une localité située à 160 km à l'est de Bamako.

Président de l'Association Koto Gnogon Tala des Jeunes de Wolomèking, Abdoulaye Diakité est aussi membre du conseil de la commune rurale de N'Golobougou, et connu pour être un ardent partisan de la « masculinité positive ». Il participe au projet SWEDD en tant que facilitateur du Club des maris et du Club des futurs maris de Dioïla 2, un rôle pour lequel il a été formé par l'Association de soutien au développement des activités de population (ASDAP), une ONG malienne.

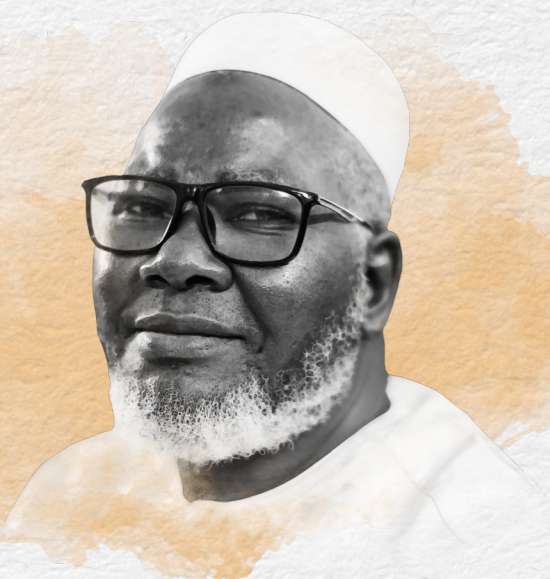
Il raconte avoir connu le projet SWEDD par le biais d'un ami, dont il a vu le comportement changer dans son foyer. « Il a suivi les sessions du Club des maris dans la première phase du

projet. Maintenant, il prend soin des enfants, accompagne sa femme au centre de santé et participe aux tâches ménagères ». Abdoulaye Diakité a voulu suivre cet exemple, et décidé d'intégrer le projet SWEDD, pour lequel les leaders communautaires de Dioïla l'ont désigné facilitateur.

« Remplir ce rôle dans ma localité est un honneur pour moi, assure-t-il. J'ai été formé sur les questions de santé sexuelle et reproductive, ainsi qu'en compétences de vie, ce qui m'a permis de me comporter en chef de famille responsable ». Le volet « compétences de vie » donne aux jeunes femmes et hommes des informations clés, en vue d'une santé reproductive épanouie et responsable, en prenant conscience de l'importance des relations de genre, mais aussi de l'espacement et du contrôle des naissances. C'est l'un des piliers du projet SWEDD, avec l'autonomisation et la scolarisation des filles et des femmes. Au cours de sa première phase à travers six pays du Sahel, le projet SWEDD a permis d'organiser 1 640 clubs de maris et de futurs maris.

Abdoulaye Diakité ne voit que du positif dans son rôle, qui consiste à expliquer aux hommes, dans les villages, pourquoi il est crucial d'espacer les naissances et de laisser leurs épouses accéder aux soins de santé prénataux et néonataux. « Cela va renforcer ma relation avec ma femme et mes enfants, et me permettre de manière plus générale de contribuer à la cohésion sociale, estime-t-il. J'invite mes pairs qui n'ont pas encore bénéficié du projet SWEDD à intégrer les Clubs de maris ou de futurs maris pour s'approprier des notions capitales afin de mener une vie d'homme responsable ».

« Se comporter en homme responsable »



Mamadou Traoré

Cet imam de 62 ans, membre du Haut conseil islamique (HCI) du Mali et de l'Alliance des leaders religieux et coutumiers d'Afrique de l'Ouest pour la santé et le développement (ARAO/SD), est aussi président du Réseau islam, population et développement (RIPOD), soutenu par le projet SWEDD.

Marié à deux femmes et père de dix enfants, l'imam Mamadou Traoré fait figure d'homme modèle pour le projet SWEDD, auquel il participe en tant que leader religieux depuis 2017.

« Le projet renforce ma capacité en termes de leadership, et me permet de mieux comprendre les maux de ma société et de m'y impliquer davantage », témoigne-t-il. Dans le cadre du projet, il a participé à un voyage d'étude à l'université Al Azhar, au Caire, la plus haute autorité de l'islam sunnite. À son retour au Mali, il a développé avec d'autres chefs religieux des argumentaires pour l'autonomisation des femmes et contre les violences basées sur le genre (VBG).

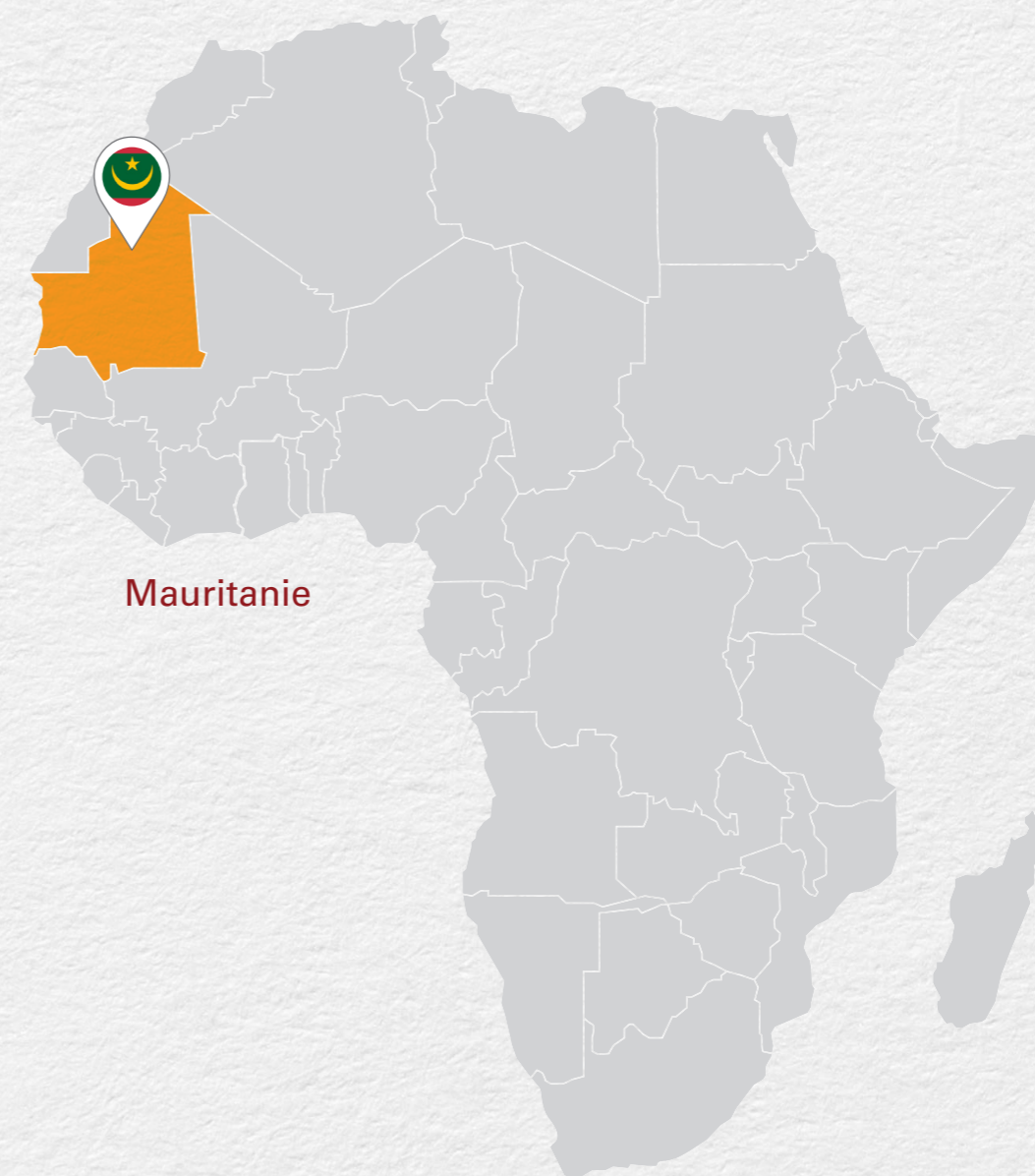
« L'islam n'interdit pas à la femme de travailler »

Le RIPOD, fondé en 2005 sous son ancienne appellation d'Association islamique pour la qualité de vie, est aujourd'hui soutenu financièrement par le projet SWEDD. Il regroupe plusieurs associations dont celle des imams, des jeunes musulmans, des femmes musulmanes et des professeurs des medersas. Ce réseau s'est fixé pour mission d'œuvrer à l'autonomisation de la femme, à l'accès à la planification familiale à travers l'espacement des naissances, ainsi qu'à la lutte contre les pandémies et à la cohésion sociale.

En tant que père de quatre filles, il estime que l'autonomisation de la femme « doit être un combat de vie ». Il précise que « l'islam n'interdit pas à la femme de travailler, la première épouse du Prophète en est un exemple. Il a été demandé aux croyants de lire et de s'éduquer, sans aucune distinction de genre. Il est important de laisser ce droit à la fille et à la femme, pour lui permettre d'avoir un avenir radieux, dans le respect des valeurs de l'islam, en s'habillant décemment et en proscrivant les filières « haram » telles que la prostitution ou la vente d'alcool ».

Dans le contexte qui est le sien, son travail consiste à « plaider, sensibiliser pour la procréation responsable, avec l'espacement des naissances, et non leur arrêt ou leur limitation ». Citant la sourate 2, verset 233 du Coran, il rappelle que « les mamans qui veulent allaiter le feront durant deux années complètes », ce qui permet d'espacer les naissances. L'islam, en tant que religion qui prône la responsabilité, enjoint par ailleurs les parents à être sûrs de pouvoir prendre en charge la santé, l'éducation et l'alimentation de tous leurs enfants.

En termes d'impact, il a noté des changements de comportement concrets, chez les hommes comme chez les femmes. « J'ai reçu plusieurs témoignages d'hommes qui ont adopté des comportements positifs vis-à-vis de l'éducation des filles et de l'autonomisation économique des femmes, notamment à travers les prêches et les sessions adressées aux couples et futurs couples. Plusieurs personnes ont témoigné de l'amélioration de leur vie de couple ».





Oum Koulthoum Tolba

Animatrice d'un espace d'éducation dans le cadre du projet SWEDD, cette habitante de Legrane, une localité de 30 000 habitants située à 645 km de Nouakchott, participe à la lutte contre les pratiques néfastes à l'égard des jeunes filles.

Oum Koulthoum Tolba, 38 ans, fait partie des membres de l'Association des femmes volontaires du développement (AFVD), axée sur le développement, la santé reproductive et la sensibilisation des femmes contre les pratiques néfastes, dont les mariages d'enfants. Elle a intégré le projet SWEDD par le biais d'une formation organisée dans sa localité. « *Après cette sélection, nous avons participé à une formation à Kiffa aux côtés d'autres femmes des communes de la wilaya de l'Assaba, dont fait partie Legrane. Ensuite, nous avons repris le modèle de cette formation au profit des bénéficiaires du programme* ». Plus de 60 jeunes filles suivent ainsi des cours sur leurs droits, l'éducation et l'entrepreneuriat féminin.

Elle a observé une « *véritable transformation dans la vie des personnes ainsi formées, grâce à leur prise de conscience de leurs droits et devoirs, qu'elles ignoraient auparavant* ». Certaines ont fait preuve de courage en reprenant leurs études, qu'elles avaient abandonnées en raison de leur mariage précoce. D'autres envisagent d'aller à l'université et rêvent d'occuper plus tard des postes importants.

En Mauritanie, 35 % des filles sont mariées avant 18 ans, l'âge légal du mariage. L'âge moyen du mariage pour les filles non instruites se situe à 15,9 ans selon un rapport publié en 2013 par l'Office national de statistiques (ONS). « *L'hostilité des populations à l'égard de l'éducation des filles, ainsi que la pratique du mariage précoce, sont le résultat du poids des croyances populaires infondées qui réduisent l'existence de la femme à son rôle au foyer, explique Oum Koulthoum Tolba. Autrefois, l'ambition de toute famille se limitait au mariage de leur fille, le plus tôt possible. C'est ce qui explique la prépondérance d'une certaine pratique de gavage des jeunes filles, pour qu'elles soient prêtes à la noce. Mais ces mentalités féodales sont en cours de régression* ».

Oum Koulthoum Toba est aussi présentatrice d'une émission, « Affaires sociales », diffusée par la radio de Kiffa, qui traite du divorce, de l'éducation des filles et de la protection de la mère et de l'enfant. Grâce à ces activités, l'animatrice dit exercer une influence positive sur son entourage : « *Aujourd'hui, tous les membres de ma famille partagent mes idées, et sont conscients de l'obligation d'éduquer les jeunes filles, ce qui paraissait auparavant inutile à leurs yeux, voire même interdit* ».

« Les jeunes filles prennent conscience de leurs droits, qu'elles ignoraient auparavant »



Oumou El Kheyri Mint Dendan

Habitante de Hassi Abdallah, une commune rurale de 900 habitants proche du bourg de Tintane, au sud de la Mauritanie, cette institutrice anime depuis 2019 un espace sûr dédié aux jeunes filles dans le cadre du projet SWEDD.

« *Le projet SWEDD a envoyé des équipes dans notre village à la recherche de femmes diplômées avec qui coopérer* », témoigne Oumou El Kheyri Mint Dendan, 38 ans. Cette institutrice a reçu en mars 2019 une formation dans la ville d'Aïoun El Atrouss, la capitale de la wilaya de Hodh El Gharbi.

De retour à Hassi Abdallah, elle a commencé à sensibiliser et éduquer les jeunes filles à travers l'espace sûr mis en place par le projet SWEDD au sein de la municipalité. « *Cet espace leur a donné l'opportunité de développer leur culture sur leurs droits fondamentaux, notamment leur scolarisation, avec un impact positif* », affirme-t-elle.

« *À Hassi Abdallah, le projet SWEDD a apporté un soutien moral, en permettant une prise de parole en confiance à une trentaine de jeunes filles* », poursuit Oumou El Kheyri Mint Dendan. Elle enseigne en première année du cycle fondamental à une classe de 27 élèves, comprenant 16 filles et 11 garçons. L'abandon de l'école par les filles demeure fréquent, en raison du mariage précoce, que l'enseignante mentionne comme « *le principal problème* » rencontré par les adolescentes. « *Le décrochage scolaire des jeunes filles s'explique par leur état de grossesse ou les ordres du mari, qui n'est pas toujours d'accord pour qu'elles suivent des cours* ». Elle note cependant une évolution progressive des mentalités. Plusieurs élèves du village ont donné l'exemple en poursuivant leurs études et en décrochant des emplois.

Le soutien matériel apporté par le projet SWEDD aux femmes de Hassi Abdallah s'est par ailleurs traduit par le financement d'activités génératrices de revenus, 15 femmes ayant été formées à la couture. « *La vie dans notre village est rythmée par le passage des saisons, précise Oumou El Kheyri Mint Dendan. En hivernage, durant les pluies, les besoins alimentaires sont couverts et le commerce est actif. Mais lors de la saison sèche, les jeunes et les hommes sont nombreux à partir chercher du travail à Nouakchott* ». Pays désertique à 80 %, la Mauritanie enregistre en effet depuis plus de trente ans des sécheresses fréquentes, qui entraînent un exode rural et une urbanisation fulgurante. Quoi qu'il en soit, l'animatrice se félicite de l'existence de la « *communauté SWEDD* », et de son action multiforme qui vise aussi à mettre fin à la « *violence verbale contre les femmes, qui doit être combattue* ».

« Une prise de parole en confiance »



Mariam Ahmedou Dide

Gérante d'un Groupement d'intérêt public (GIP) qui rassemble des femmes dans le village de Bir El Barka, à 200 km de Nouakchott, Mariam Ahmedou Dide, 28 ans, est sortie de son rôle de femme au foyer grâce au projet SWEDD.

La scolarité de Mariam Ahmedou Dide s'est arrêtée en classe de cinquième du cycle fondamental, en raison de son mariage précoce, à l'âge de 11 ans. « Dans nos coutumes, une jeune fille ne peut pas déménager en ville sans sa famille pour continuer ses études, témoigne-t-elle. Ma sœur cadette a arrêté ses études en sixième

année de primaire pour les mêmes raisons que moi, bien que son niveau d'études l'encourage à continuer ».

Depuis septembre 2022, Mariam Ahmedou Dide est une bénéficiaire du projet SWEDD. Elle a démarré ses activités dans le commerce grâce à une formation dispensée à une cohorte de 30 femmes dans sa région, suivie par l'octroi d'un financement.

« Je cherchais à améliorer ma situation financière, mais avant de bénéficier du financement, je n'exerçais aucune activité commerciale, même si j'en rêvais », précise-t-elle. Grâce à l'apport de 11 500 dollars libéré fin janvier 2023 par le projet SWEDD, elle s'emploie à vendre du poisson et des denrées alimentaires par le biais d'une épicerie de quartier gérée par le GIP qu'elle supervise avec deux autres femmes. « Nous achetons nos marchandises à Aleg, une ville qui se trouve à 50 km, et nous écoupons notre stock auprès du voisinage ».

La jeune femme estime avoir reçu du projet SWEDD un « soutien inestimable », grâce auquel elle peut désormais compter sur une source de revenus réguliers. Elle se félicite de « l'impact positif » que l'initiative aura sur sa vie, comme sur celle « de toutes les femmes ciblées qui se trouvaient dans un état de fragilité financière, comme moi ».

« Sortir de la fragilité financière »



Khady Hamad Sow

Infirmière médico-sociale à Nouakchott, Khady Hamad Sow, 35 ans, a complété son savoir-faire de sage-femme grâce à une formation du projet SWEDD.

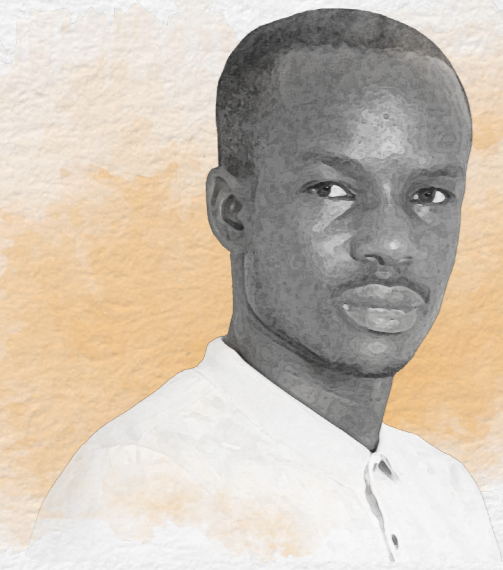
Cette habitante de Nouakchott, la capitale, a obtenu le concours de santé en 2008 et étudié pendant deux ans à l'École de santé de Kiffa. En 2010, elle a été affectée en tant qu'infirmière médico-sociale dans un centre à l'intérieur du pays, avant d'être déployée à l'hôpital régional d'Aleg.

En 2015, elle obtient sa mutation à Nouakchott, où elle travaille au Centre national de cardiologie pendant un an, avant de passer le concours d'entrée pour devenir sage-femme. « J'ai toujours aimé ce métier, dit-elle. Je voulais jouer mon rôle dans le développement du pays et auprès des femmes, compte tenu des taux de mortalité maternelle et néonatale, qui restent malheureusement élevés ». En 2019, au bout de trois ans de formation au sein de l'École nationale supérieure des sciences de la santé (ENSSS), elle obtient son diplôme de sage-femme avec mention bien, et travaille aujourd'hui au Centre national hospitalier de Nouakchott.

Elle a suivi en 2020-21 le programme formation continue offerte aux sages-femmes par le projet SWEDD, dont elle a été informée par le biais de l'ENSSS. « J'apprécie l'approche du projet SWEDD en termes de renforcement des capacités des personnels de la santé et d'appui aux services de santé, pour nous aider à mieux prendre en charge les patientes et parfois même les nourrissons », témoigne-t-elle.

« Une alliée du changement »

Aujourd'hui, Khady Hamad Sow se décrit comme une « alliée du changement », et souhaite continuer à participer au projet SWEDD afin de sensibiliser, d'informer et d'obtenir « un changement de comportement, de la part des familles comme des femmes, sur l'accès aux soins et le suivi par des professionnels de la santé, aussi bien durant la grossesse que lors de l'accouchement ».



Omar El Hacen Djibril

Ce jeune leader de la société civile, actif dans la wilaya du Gorgol, à Kaédi, une ville de plus de 50 000 habitants située au sud de la Mauritanie, sur la rive droite du fleuve Sénégal, participe au Club des futurs maris lancé par le projet SWEDD.

Ce jeune homme de 34 ans, qui parle quatre langues (peul, hassaniya, arabe et français), a commencé ses activités dans la société civile au sein de la Maison des jeunes de Kaédi. Il y organisait des soirées culturelles, des tournois sportifs et des campagnes de sensibilisation à l'unité nationale. C'est là qu'il a constaté avec ses camarades le taux élevé de violences basées sur le genre (VBG). « *C'est pourquoi je me suis impliqué dans ce sens, bien que je sentais que nous n'étions pas encore assez concernés en tant que jeunes, car ce sont plutôt les adultes qui se livrent à ces pratiques, qui engagent leur responsabilité* ».

Avec l'arrivée du projet SWEDD en 2019, « *les choses ont complètement changé* », affirme-t-il. Après une formation à Tintane et une rencontre organisée par la Délégation régionale de la jeunesse, Omar El Hacen Djibril a pris

connaissance du projet et de son approche originale. « *Après cette rencontre, l'équipe SWEDD s'est rendue chez nous afin de choisir des points focaux au niveau local* ».

Devenu avec une jeune femme l'un des animateurs du « Club des futurs maris », il a commencé à encadrer des adolescents de 16 à 20 ans, afin de « *développer une éducation sexuelle murie et responsable* » et les sensibiliser à la lutte contre les VBG. « *En partageant ces idées et des informations sur des pratiques dégradantes, au cours de discussions libres, dans un cadre où ils se sentent à l'aise, les jeunes évoluent dans un état d'esprit positif. Nous les voyons s'éloigner des comportements discriminatoires à l'égard de la femme. Nous contribuons à la construction d'une génération consciente des droits des femmes et de leur respect.* » Parmi les sujets qui ont suscité l'intérêt des jeunes figurent l'éducation sexuelle, la santé reproductive, le développement des compétences de vie et notamment la gestion du temps.

« Nous contribuons à la construction d'une génération consciente des droits des femmes »

L'approche du projet SWEDD, centrée sur le changement des comportements, paraît très pertinente à ce jeune homme, qui y voit un « *énorme soutien au vivre ensemble et à la cohésion dans notre ville, jusque dans les familles, où la place de la fille et de la femme est reconsidérée* ». Il observe un recul des mariages d'enfants et des unions forcées, et estime que la situation s'améliore sur le plan de l'autonomisation : « *Les femmes de Kaédi sont connues pour leur entrepreneuriat dans l'agriculture, la couture, la teinture et le commerce. Je connais plusieurs foyers qui dépendent économiquement de leurs activités* ». Son message : « *Le plus important maintenant, c'est que toute la jeunesse mauritanienne se sente responsable du changement des mentalités en matière de l'autonomisation des femmes* ».



Ahmed Ould Yarba

Imam de la mosquée de Wourken, un village de la wilaya du Hodh El Chargui, au sud-est de la Mauritanie, dans une région frontalière du Mali, cet homme de 25 ans a intégré le projet SWEDD en 2021 en tant que leader religieux, pour plaider en faveur de l'autonomisation des femmes et de l'égalité des genres.

Imam et enseignant dans une Mahadra (école coranique), Ahmed Ould Yarba explique s'être « *rendu compte de l'ampleur des enjeux liés aux pratiques néfastes et dégradantes qui affectent les filles et les femmes dans notre société* » grâce au projet SWEDD. Wourken, situé à 1200 km de Nouakchott, la capitale, est un village isolé peuplé surtout de femmes, les hommes ayant migré pour trouver du travail. La quasi-totalité des habitants vit sous le seuil de pauvreté.

« Changer les comportements, jusque dans les zones impactées par la pauvreté et l'ignorance »

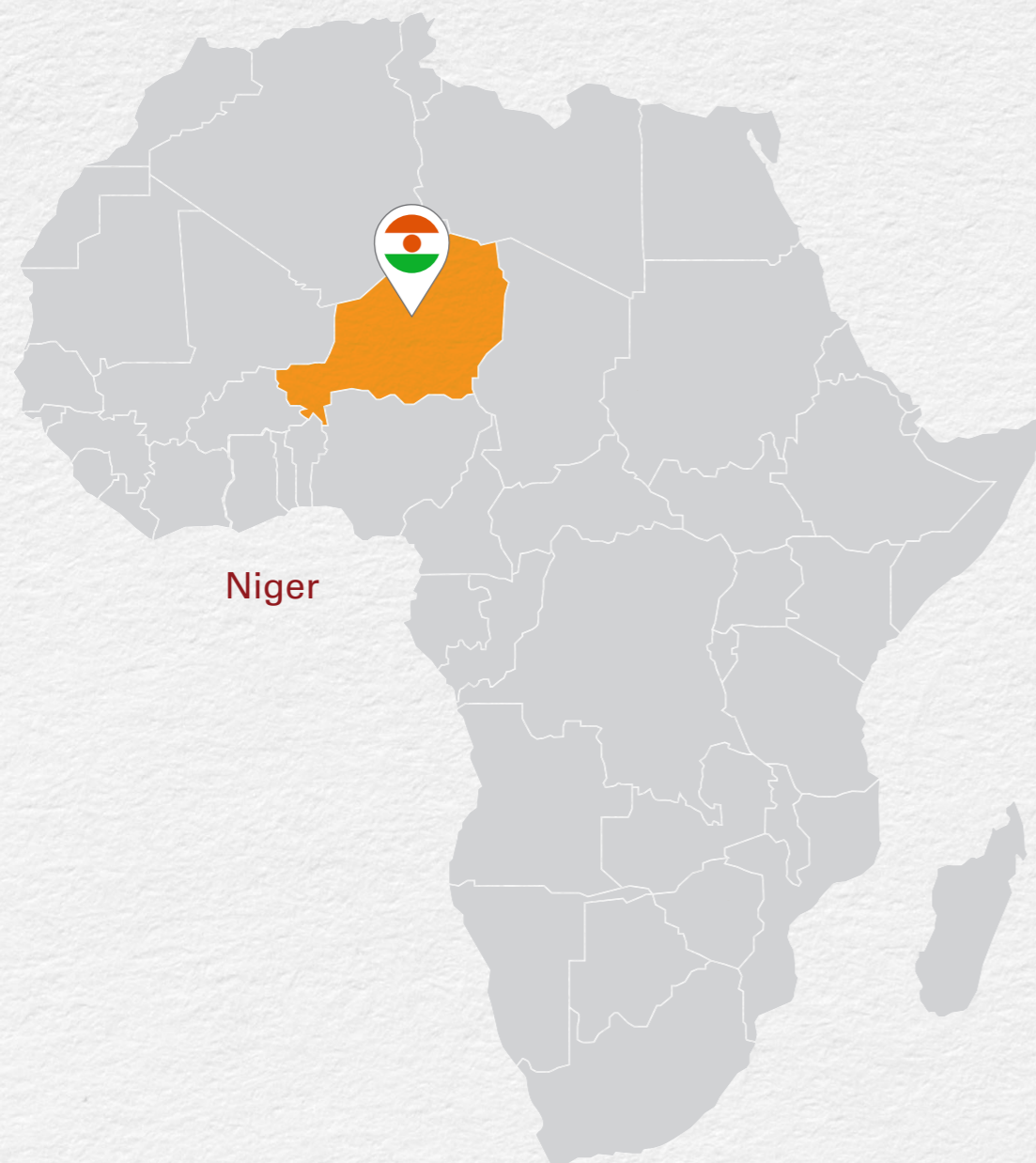
« *Le plus grand défi auquel les filles de notre village sont confrontées est le mariage précoce, qui conduit à l'abandon scolaire*, explique-t-il.

Une fois mariées, elles subissent souvent des complications graves de la grossesse qui met leur vie en danger ».

En tant qu'imam, il a été mobilisé pour contribuer à la sensibilisation des femmes sur leurs droits et devoirs, y compris à l'égard de leurs filles, dont la scolarité est vivement encouragée. « *Le projet SWEDD a mis à notre disposition les moyens et les équipements nécessaires. J'ai bénéficié d'un accompagnement personnel par le biais de formations sur les droits de la femme et le rôle de premier plan qu'elle doit jouer dans la société* ».

L'imam témoigne que « *dans notre communauté, le mariage précoce représentait une chose normale, qui paraissait inévitable. Les gens s'opposaient à la scolarisation de leurs filles et au travail des femmes. SWEDD est alors intervenu pour nous éclairer sur les bonnes pratiques que nous ignorions, et faire de nous, leaders religieux, hommes et femmes, des acteurs de changement* ». Il le déplore aujourd'hui : « *La plupart des pratiques néfastes qui touchent les femmes relèvent de pesanteurs culturelles qui n'ont rien à voir avec l'islam, qui appelle au respect de l'intégrité de l'être humain en général. Sont en cause de mauvaises interprétations des textes et l'influence des coutumes sur la compréhension collective de l'islam quant au statut de la femme* ».

Les temps changent, et nombre de jeunes filles se battent désormais pour mener leurs études jusqu'au bout, les considérant comme « *le seul moyen de réussir leur vie* », note l'imam. Ahmed Ould Yarba considère le projet SWEDD comme remarquable, dans la mesure où il « *visé le changement des comportements, surtout dans les zones impactées par la pauvreté et l'ignorance* ». L'imam relève des changements de mentalité au sein de sa propre famille, notamment sur la scolarisation des filles et la prise de conscience des dangers liés à leur mariage précoce. « *Une transformation qui n'était pas évidente il y a peu de temps* », reconnaît-il.



Hassane Haousseize Zouera

Commissaire de police

Commissaire principale de police depuis près d'une décennie, cette Nigérienne de 39 ans joue un rôle clé dans les activités de la plateforme juridique du projet SWEDD, dans ses fonctions de cheffe de la Division de la protection des mineurs et des femmes. Appuyée par 107 brigades à travers le pays, son entité assume depuis Niamey plusieurs missions relevant à la fois de l'ordre public et de la protection des citoyens.

La Commissaire Zouera a pour mission de dépister les signes de prédélinquance, notamment chez les enfants de la rue, d'assister les enfants et les femmes en détresse, d'assurer le suivi des placements des mineurs en danger, et de mettre en œuvre en urgence des actions de protection en faveur des mineurs et des femmes. Titulaire d'un master en droit économique et des affaires, elle a d'abord dirigé la Division des enquêtes économiques et financières à la direction de la police judiciaire, avant de se voir confier en 2015 la Division des études, réglementations et statistiques à la Direction de la sécurité publique, puis en 2020, celle de la protection des mineurs et des femmes. Membre de différents comités

nationaux, elle participe notamment à celui qui se penche sur le transit des personnes vulnérables évacuées de Libye au Niger.

Dans le cadre de ses fonctions, elle donne des formations sur les violences basées sur le genre (VBG) à l'École nationale de police. Elle a ainsi sensibilisé 218 agents de divers grades, avec des sessions sur les techniques d'audition, la rédaction de procès-verbaux et la collecte de données. L'impact d'un tel renforcement des compétences s'est avéré tangible. Deux missions de collecte de données sur le terrain ont en effet permis de recenser 2 628 cas de VBG en 2020.

Le slogan « Zéro tolérance pour les VBG » porte, lorsqu'il est repris par la Commissaire Zouera, personnalité respectée pour sa franchise et son intégrité. Elle a reçu en 2021 le Prix des Nations unies pour la Population, qui honore un individu et une institution pour leurs contributions exceptionnelles à la population, au développement et à la santé reproductive. Elle a ainsi été récompensée pour avoir contribué à faire du Niger un endroit plus sûr pour les jeunes filles et les femmes.

Protéger les mineurs et les femmes des violences basées sur le genre

L'officier de police a participé à l'élaboration du plan d'action de la plateforme juridique du projet SWEDD, qu'elle soutient, et à l'ébauche du répertoire des textes de loi du Niger relatifs à l'autonomisation des femmes, qu'il s'agisse de la santé sexuelle et reproductive, de la scolarisation des filles et des VBG. Admirée et sollicitée, elle partage volontiers sa conviction, frappée au sceau du bon sens et de la discipline : « *La femme est capable de soulever des montagnes si elle le désire vraiment. Il suffit de se fixer un objectif et de mettre en œuvre tous les efforts nécessaires pour l'atteindre. Rien de sorcier, rien d'impossible !* ».



Amina Niandou

Cette femme de médias, ambassadrice de la campagne « Stronger Together » du projet SWEDD, est responsable de la communication du Parlement, présidente de l'Association des professionnelles africaines de la communication (APAC-NIGER), membre du Conseil supérieur de la communication (CSC) au titre des collectifs des organisations des femmes du Niger, ainsi que de la plateforme des femmes du G5 Sahel. Elle dirige le magazine Femmes et Gouvernance, et participe aux efforts du projet SWEDD pour obtenir un changement social et comportemental.

Sortie majeure de sa promotion à l'Institut de formation aux techniques de l'information et de la communication (IFTIC) du Niger, cette mère de famille de 47 ans est une journaliste de télévision au contact facile, dont le parcours est marqué par le succès. Experte en genre et médias, elle a lancé plusieurs initiatives, dont la Charte pour l'amélioration de l'image de la femme dans les médias et l'initiative « Spotlight », un programme de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles et le maintien de la fille à l'école.

« Détecter ses propres talents, les cultiver et en vivre »

Sa première expérience, fondatrice de la personnalité qu'elle est devenue, remonte à son enfance. Fille de cuisinier, jadis employé chez un coopérant français, elle a fréquenté cette famille, mais aussi assisté sa mère, active dans le petit commerce de nourriture, jus de citron et glace. En contact régulier avec des personnes de tous les horizons, elle se découvre un talent de communicatrice. Elle fait de meilleures ventes que ses sœurs, avant que l'entreprise maternelle ne soit retenue comme point de vente de la première société laitière du Niger, Solani. « *Tout le reste est venu renforcer mes compétences* », explique-t-elle.

Les injustices dont elle témoin durant son enfance fondent aussi sa motivation. Sa mère, qui a mis six filles au monde avant d'avoir un garçon, puis encore une fille – Amina Niandou –, s'est vue stigmatisée par sa belle-famille. En l'absence de frères pouvant aider leur père dans ses corvées, elle et ses sœurs ont été sollicitées pour des travaux considérés comme masculins. Elle s'y adonnait sans relâche, pour mériter un sourire ou des félicitations de son père, et oublier les sobriquets dont sa mère était la cible. Cette situation explique aussi son ambition d'exercer un métier noble et de valoriser les femmes.

Encouragée par ses sœurs, sa mère, son époux et ses pairs dans le journalisme, Amina Niandou représente une égérie de la cause de l'autonomisation des femmes et des filles. Elle préconise d'ailleurs, pour que celles-ci puissent « *se découvrir elles-mêmes* », des formations en développement personnel et en leadership. Persuadée que l'estime de soi représente le fondement de tout succès, elle livre volontiers ce conseil : « *Ne jamais se laisser décourager, détecter ses propres talents, les cultiver et en vivre* ».



Yacouba Haoua Mainassara

Cette couturière nigérienne de 33 ans a été l'une des premières à souscrire aux activités d'autonomisation de la femme lancées en 2019 par le projet SWEDD à Madoua, une commune urbaine située à 550 km à l'est de Niamey. Après une série de formations en compétences de vie courante, santé reproductive, droits humains et gestion financière, Yacouba Haoua Mainassara s'est découvert une vocation pour la couture, la broderie et le tricotage.

Rapidement devenue l'assistante de sa formatrice, sa créativité et son leadership l'ont conduite à la présidence, en 2020, d'un Groupement d'intérêt économique (GIE) de 28 artisans spécialisés dans la couture et la fabrication d'objets de décoration. Outre les membres du GIE, Yacouba Haoua Mainassara a également formé et permis l'autonomisation de six femmes de son quartier, 15 autres jeunes filles se trouvant en cours de formation.

En 2020, sa participation à une exposition-concours organisée par le projet SWEDD et ses partenaires se solde par un succès : elle remporte le premier prix en couture. Elle tire aujourd'hui de son activité un revenu moyen de 15 000 francs CFA par jour (23 euros), et se déclare heureuse d'avoir l'estime de la population, ainsi que le soutien de son mari.

Aujourd'hui, Yacouba Haoua Mainassara se réjouit d'avoir cessé de « *tendre la main* ». Sa détermination l'a plutôt fait passer du côté des personnes actives sur lesquelles on peut compter, dans sa famille comme son voisinage. Ses rêves d'avenir sont très concrets : elle projette de s'agrandir, avec l'installation d'un atelier-showroom situé dans un lieu passant, où elle pourra exposer ses créations après un stage de perfectionnement en stylisme.

Devenue une femme modèle, elle a été engagée comme formatrice dans le centre où elle a été initiée aux techniques de son art. « *Nous avons le devoir de l'appuyer* », déclare le maire de la commune de Madaoua, dont les services ont délivré un agrément d'exercice au GIE, et se préparent à octroyer un emplacement propice à la prospérité de cette entreprise.

S'autonomiser soi-même, pour mieux autonomiser les autres



Nafissa Moussa

Formée en 2019 au métier d'électricienne en bâtiment dans le cadre des formations innovantes du projet SWEDD, Nafissa Moussa gagne désormais sa vie en exerçant à Roumbou, une commune rurale de la région de Maradi.

« Je suis fière de ce que je fais, et je suis surtout reconnaissante au SWEDD qui a permis la réalisation du potentiel en moi ». Nafissa Moussa, 23 ans, électricienne en bâtiment, exerce son activité à Roumbou, située à 700 km à l'est de Niamey. Dans cette zone agro-pastorale sablonneuse, elle donne une image moderne de la femme, prête à monter sur une échelle pour réaliser les installations électriques d'un bâtiment.

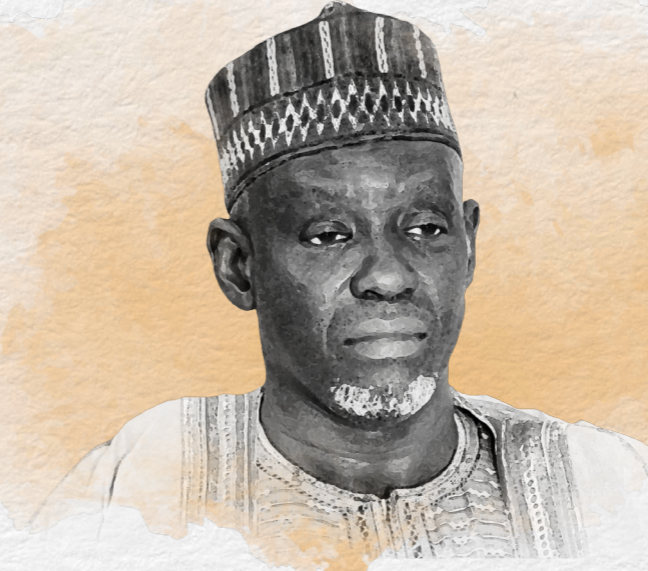
Divorcée et mère d'un enfant, c'est avec fierté qu'elle arbore son bleu de travail pour répondre aux sollicitations des habitants de la commune,

pour de petites interventions. *« Roumbou est un village, mais je m'en sors avec 10 000 francs CFA par semaine, une somme qu'il m'était impossible de gagner régulièrement auparavant »,* témoigne-t-elle.

Son métier, auquel elle a été initiée en 2019 dans le cadre des formations innovantes du projet SWEDD au Niger, a contribué à améliorer les conditions de vie de sa famille. *« Je ne tends plus la main, je viens en aide à mes parents lorsque le besoin s'en fait sentir, et j'arrive même à épargner »,* dit-elle. Elle a littéralement sorti les siens de l'obscurité, en apportant l'électricité à la maison familiale. *« Grâce à elle, je vais me lancer dans un commerce de glace, d'eau fraîche et de jus »,* témoigne sa mère, qui se félicite de la voir partager ses connaissances avec son jeune frère, prêt à la suivre dans cette voie.

Elle reste la cible de critiques, dans la société conservatrice qui est la sienne, mais elle a appris à composer avec ces obstacles. Et ce, d'autant mieux qu'elle sait être acceptée, étant de tous les projets entrepris par sa génération à Roumbou. *« Malgré les pesanteurs sociales, la situation de la femme s'améliore progressivement, et nous avons encore besoin de l'approche du projet SWEDD, déclare pour sa part Adamou Bara, vice-maire de la commune. Nous sommes prêts à aider Nafissa Moussa, afin que son exemple marque le début de l'éveil des femmes de Roumbou en vue de leur autonomisation ». Aujourd'hui, le programme d'électrification rurale du Niger et le développement de l'énergie solaire représentent des opportunités pour cette électricienne, qui fait figure de pionnière.*

« Je suis électricienne et je ne tends plus la main »



Cheikh Mahaman Bachir El Hadj Oumarou

Président de l'Alliance des religieux pour le développement socio-éducatif, économique et sanitaire (ARDSES), membre du Comité de haut niveau de l'Afrique de l'Ouest et du centre de santé sexuelle reproductive adaptée aux adolescents et aux jeunes (SSRAJ-UNESCO), ce théologien et islamologue est attentif à tout ce qui touche à la solidarité, à la tolérance et à la paix. Il participe au Réseau des leaders religieux du projet SWEDD au Niger, qui vise à faire passer des messages via des personnes influentes et respectées dans leur société.

Cette personnalité ouverte et bienveillante a fait du thème « religion et développement » sa spécialité, lors de ses études à l'Université Al-Azhar au Caire – la plus haute autorité de l'islam sunnite – et à l'Institut supérieur de pédagogie de l'Université islamique de Say, au Niger.

Présent sur les réseaux sociaux, un moyen de communication qui le passionne, l'érudit adresse des messages suivis par un grand nombre de « followers ». Il a été identifié par le projet SWEDD pour son influence, précisément. Il s'est montré prêt à accompagner le projet, aux côtés d'autres responsables religieux, afin d'œuvrer au changement des mentalités et des comportements. *« Nous sommes une génération de leaders d'opinion tolérants, en phase avec notre époque, et capables d'analyse et de compréhension des textes religieux »,* explique-t-il.

Avec ses pairs, les membres du Réseau des leaders religieux du SWEDD, qui sont aussi des chrétiens et des chefs traditionnels, il a bénéficié de plusieurs missions de formation à l'étranger. Il débat volontiers de sujets aussi préoccupants que sensibles ayant trait à la femme. Il s'agit aussi bien du mariage d'enfants que de la scolarisation de la jeune fille, la violence basée sur le genre, l'accès à la santé reproductive et sexuelle, ainsi que l'autonomisation de la femme. Les interdits sur ces questions et les résistances au changement résultent bien souvent des traditions, comme de la compréhension erronée de normes sociales.

Cheikh Mahaman Bachir rappelle ce que disent les textes de l'Islam, qui préconisent l'égalité entre l'homme et la femme. Grâce au dialogue et à la sensibilisation accrue, *« les lignes commencent à bouger »,* affirme-t-il, tout en louant le *« rôle que joue le projet SWEDD pour développer la confiance en soi chez la femme, en vue de la concrétisation de ses aspirations ».*

« Les lignes commencent à bouger »



Maman Mansour Maiguizo Kane

Ce chef traditionnel ne joue pas seulement le rôle d'interface entre le projet SWEDD et l'Association des chefs traditionnels du Niger, dont il est secrétaire général chargé des Relations extérieures. Il est aussi le coordonnateur régional du Conseil des autorités traditionnelles d'Afrique (COTLA) pour l'Afrique de l'Ouest francophone, en matière de la lutte contre les mariages précoces et les mutilations génitales féminines.

Le chef de canton de la commune de Tessaoua, dans la région de Maradi, officie à 890 km à l'est de Niamey, la capitale. En tant que chef traditionnel et maillon de l'administration, doté d'un pouvoir de sanction sur les chefs de village, de tribus (d'éleveurs nomades) et de quartiers, il jouit d'une grande légitimité et se montre très actif sur la santé, la scolarité et le respect de l'intégrité physique de la femme.

« Que la femme de demain soit instruite, dynamique et autonome »

Maman Mansour Maiguizo Kane a initié en 2018 à Tessaoua, en étroite collaboration avec les chefs de villages, une opération libre et volontaire de collecte de mil, en vue d'assister les moins nantis

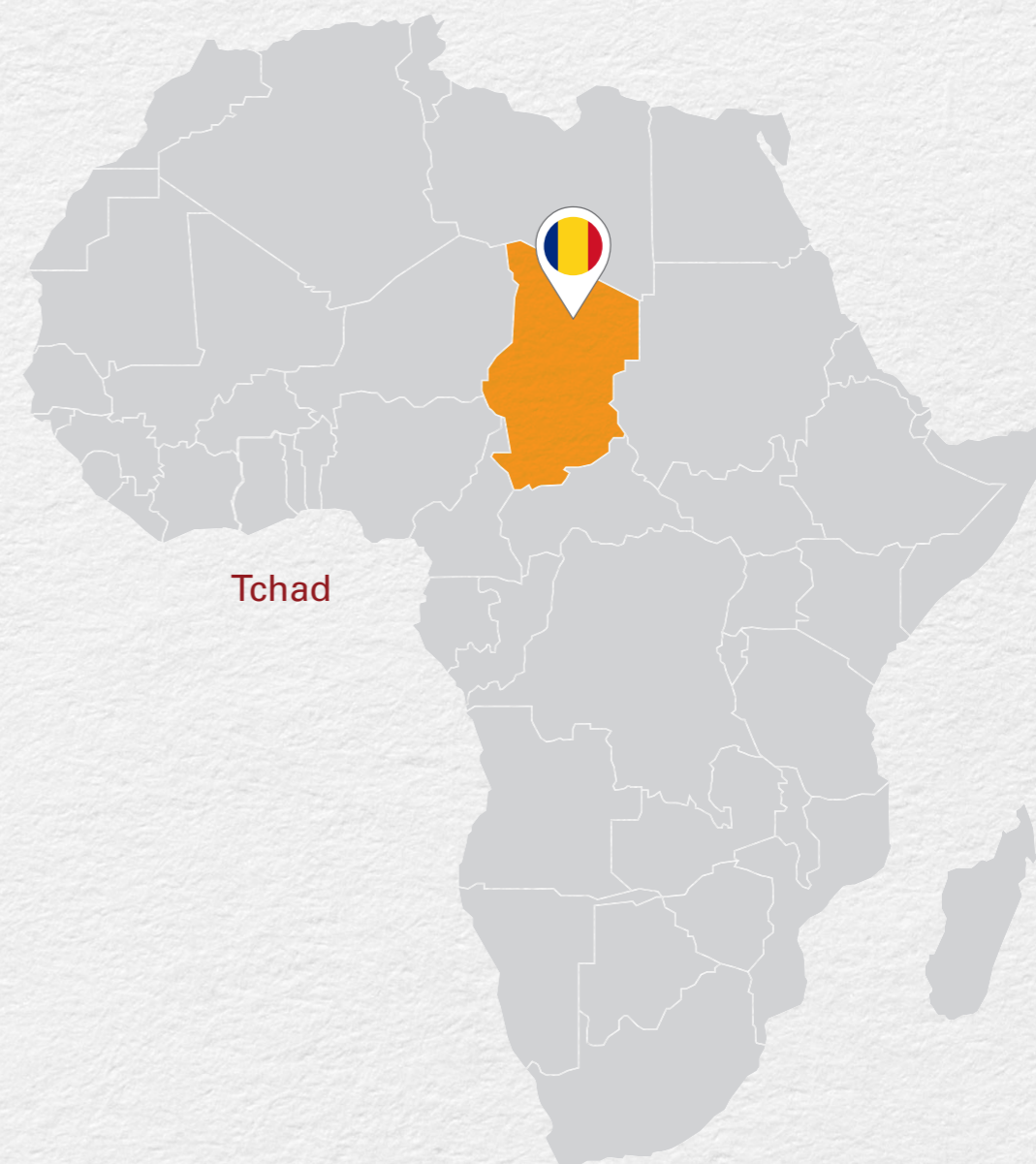
souffrant de maladies. Sur les 350 000 résidents de Tessaoua, pas moins de 8 220 familles ont contribué, permettant de rassembler 26 tonnes de mil, dont la vente a financé 418 évacuations vers les centres de soins de Maradi et Zinder, et permis de transfuser des mères souffrant d'hémorragie après l'accouchement.

Sensible au décrochage scolaire, phénomène récurrent chez les filles, Maman Mansour Maiguizo Kane a par ailleurs lancé, avec l'appui de partenaires au développement, un programme de retour à l'école pour 123 élèves n'ayant pas obtenu le Baccalauréat et le BEPC en 2018-19, puis 163 autres en 2020-21. La mobilisation de 26 maîtres répétiteurs a rendu possible cette initiative.

En outre, 200 comités ruraux de vigilance et de protection des adolescentes ont été institués dans les villages et hameaux du canton. Composés du chef de village, de l'imam, des représentants des jeunes et des femmes, ces comités sont chargés de dénoncer les cas de mariages précoces, forcés, de non scolarisation ou déscolarisation de la jeune fille, de viols et agressions sexuelles, ainsi que les cas de refus constatés chez les jeunes filles et femmes de fréquenter les centres de santé.

La création d'espaces sûrs pour la jeune fille de 13 à 19 ans en milieu rural vise à renforcer ce dispositif et à former à des métiers porteurs sur le plan local. Des cours d'alphabétisation, ainsi que des modules relatifs à l'hygiène corporelle, la protection de l'environnement et la pratique des cultures irriguées sont prévus dans ce cadre, de même qu'un service d'écoute, de conseil et d'orientation.

« Nous luttons pour que la femme de demain soit différente de celle d'aujourd'hui, conclut le chef traditionnel. Nous la voulons instruite, dynamique, autonome, respectueuse de son environnement et de ses valeurs sociales ».



menace au sérieux : la pratique du mariage par rapt subsiste en effet dans son pays, où l'âge moyen du mariage des filles est de 16 ans. Concentrée sur ses études, qu'elle considère comme sa planche de salut, elle gagne l'estime de ses camarades et des responsables du centre d'accueil, mais ne prend pas le risque de rendre visite à ses parents pendant les vacances. Elle ne possède pas non plus de portable, afin de ne pas être localisée.

Aïcha doit cependant retourner chez elle après son Baccalauréat, obtenu en juin 2020. Son père décide de l'inscrire dans un Institut supérieur d'études de santé, mais lorsque sa mère tombe malade, elle est appelée en urgence à son chevet. Elle rentre chez elle, désespérée, ayant reçu pour consigne de se préparer au mariage, consentante ou pas.

Informée de la possibilité de suivre une formation pour devenir sage-femme dans un institut, dans le cadre du programme SWEDD, elle prépare son dossier et se voit admise. Sa famille refusant de la laisser partir dans cette localité éloignée du village, un coordinateur de terrain fait le déplacement et parvient à convaincre ses parents de l'importance de la formation qui est proposée, avec prise en charge totale des étudiantes.

« L'époque du mariage forcé est révolue »

Aujourd'hui, Aïcha Moussa a fait de sa réussite professionnelle la clé de son accomplissement personnel, avant tout projet de mariage. Son message est limpide : « *J'invite les jeunes filles à suivre mon exemple, à construire leur vie avant de s'engager dans un ménage. Je remercie le SWEDD pour ces opportunités qui ont sauvé ma vie et je demande aux parents d'encourager les filles à étudier. L'époque du mariage forcé est révolue* ».

Aïcha Moussa*

* Nom d'emprunt, cette jeune femme ayant témoigné sous anonymat pour des raisons de sécurité.

Identifiée en tant qu'adolescente vulnérable en 2018 par le projet SWEDD, cette jeune femme ciblée par un projet de mariage forcé avec risque d'enlèvement a été accueillie pendant trois ans dans un Centre d'accueil géré par SWEDD pour assurer la continuité de la scolarisation des filles. Après son Baccalauréat, elle a accédé à une formation de sage-femme, toujours dans le cadre du SWEDD, qui lui a permis de repousser l'échéance du mariage

Fille de militaire, Aïcha Moussa a grandi dans un village du Sahel. En classe de seconde, elle accède en 2018, à l'âge de 16 ans, à un centre d'accueil géré dans le cadre du projet SWEDD pour assurer la continuité de la scolarisation des adolescentes vulnérables.

Elle mène à l'internat une vie recluse, se sachant ciblée par un projet de mariage forcé, susceptible de donner lieu à un enlèvement. Elle prend la



Baba Sultan Brahim

Mariée de force à 14 ans et privée de son ambition d'étudier, cette femme de 56 ans préside l'Union des femmes Kotoko dans la sous-préfecture de Mani et l'Union des groupements des femmes de Mani (Chora). Elle mène une coopérative spécialisée dans la culture maraîchère, bénéficiaire du projet SWEDD dans l'optique d'autonomiser la femme.

Fille du Sultan de Mani, un chef traditionnel de la communauté kotoko, située dans une localité de l'ouest du Tchad frontalière avec le Cameroun, Baba Sultan Brahim a été mariée à l'âge de 14 ans, en 1980. Sa tante, chez qui elle a grandi, lui a imposé cet époux sans son consentement, ni même celui de ses parents. Jeune mère, avec six enfants dont trois décédés, elle a aussi dû faire le deuil de ses projets d'études, sans pour autant se résigner.

À 26 ans, sa destinée prend en effet un tournant décisif, lorsqu'elle est recrutée comme animatrice par le Secours catholique du développement (SECADEV), une ONG qui oeuvre à l'encadrement des organisations féminines de Mani. Encouragée par cette expérience, elle décide de lancer son propre groupement, Sam-Ningui, qui signifie « Solidarité », ou encore « Assister les personnes en difficulté ». Son association multiplie les

actions et se fait vite remarquer par ses résultats. Elle lance une caisse pour le fonds de roulement, investit dans l'élevage de volaille, développe le commerce en prêtant à ses membres à un taux d'intérêt de 5 %, achète un champ de 5 hectares pour les activités pluviales et se dote d'une motopompe pour la culture maraîchère.

En 2011, Sam-Ningui prend de l'ampleur en regroupant des femmes à l'échelle de la sous-préfecture, puis fonde l'Union des groupements des femmes de Mani (Chora), dont elle est désignée présidente. Chora, qui compte aujourd'hui 378 membres, dont 129 agricultrices et 249 commerçantes, se spécialise dans la culture maraîchère (5,7 tonnes d'oignons produits en 2019-20), le petit commerce, la tontine, et construit des espaces sûrs communautaires pour les filles et les femmes. Outre le soutien de la coopération allemande (GIZ) et du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), elle bénéficie du projet SWEDD par le biais de deux ONG locales qui ont fourni un tracteur, une motopompe, des semences, un moulin à mil et des pièces de rechange.

Dans le cadre du projet SWEDD, Baba Sultan Brahim a par ailleurs pris l'initiative de créer « Alwidah Chabab », un groupement de jeunes filles qui lutte contre les pratiques néfastes, dont le mariage d'enfants, fréquent dans les familles kotoko. Elle place toutes ses actions sous un seul objectif : « Que la femme soit autonome ».

Parmi les difficultés rencontrées, elle cite l'insuffisance des moyens de formation, d'équipement et de forage. Mais elle a fondé son succès sur les cotisations de ses membres ainsi que l'obtention de prêts. Saluées par les hommes et sa communauté en général, les activités de Chora ont contribué à changer les mentalités : « *Désormais, les jeunes filles de Mani continuent d'aller à l'école, même lorsqu'elles sont mariées* ». Les prochaines étapes, pour Baba Sultan Brahim, portent sur la construction d'une Maison des femmes de Mani, d'une pharmacie villageoise et de maternités, ainsi que l'acquisition d'équipements solaires et la formation d'électriciennes.

Quand l'union fait la force



Maïmouna Haroune

Présidente d'une Coopérative des groupements de femmes de Linia, dans la province du Chari-Baguirmi, cette commerçante reconvertie dans la menuiserie est à la fois bénéficiaire du projet SWEDD et ambassadrice de la campagne « Stronger Together ». Forte de son propre succès, elle fait du partage et de l'autonomisation des femmes ses valeurs centrales.

Lits, armoires, tables, commodes... Maïmouna Haroune vend des meubles, loin de son passé de vendeuse de lait, une activité qu'elle a exercée dès l'enfance. Ses parents, des éleveurs arabes de bovins, n'avaient pas « la culture d'inscrire les filles à l'école », explique-t-elle. Depuis plus de quatre ans, cette cheffe d'entreprise de 38 ans emploie quatre hommes dans son atelier de menuiserie à Linia, dans la province du Chari-Baguirmi.

« La femme, pilier du développement »

Maïmouna Haroune, déterminée à prendre sa vie en main et à contribuer à son foyer, a d'abord ouvert un salon de coiffure pour dames, peu après son mariage. Une activité qu'elle s'est vue contrainte d'abandonner, parce que son mari s'y opposait. Elle se tourne alors vers l'importation de tissus et produits pour la maison, à partir du Nigeria voisin. Elle mène un commerce rentable, jusqu'à l'apparition de Boko Haram. Les méfaits du groupe islamiste armé nigérian provoquent un sérieux problème de sécurité. Empêchée par sa mère de se mettre en danger au cours de ses déplacements, Maïmouna Haroune doit encore une fois changer de stratégie. Afin de rester sédentaire, mais aussi de combler une lacune dans le jeu de l'offre et de la demande, elle ouvre un atelier de menuiserie à Linia. Peu importe que ce métier soit considéré comme masculin : elle sait que la majorité des clients sont des femmes.

Son activité lui a d'ores et déjà permis d'acheter des concessions à Linia et à N'Djamena, la capitale, mais aussi de financer sa diversification dans l'agriculture et de partager les fruits de sa propre réussite, en œuvrant à celle des femmes. Forte de 53 membres qui représentent plus de 450 femmes, la Plateforme de groupements et coopératives de femmes de la chaîne de valeur à Linia, dont elle est la conseillère, a bénéficié grâce au projet SWEDD d'un moulin à farine, de décortiqueuses de riz et d'arachide, ainsi que d'une presse à huile d'arachide. Sa propre coopérative, qui produit du riz, du sésame, du haricot et du mil, dispose en outre d'un tracteur grâce au projet SWEDD.

Femme modèle, Maïmouna Haroune poursuit son chemin avec assurance et détermination. Devenue présidente pour le département de Dourbali de l'Union des groupements et coopératives féminines de la province du Chari Baguirmi, elle milite ardemment pour la scolarisation des filles et contre les pratiques néfastes, persuadée que la femme doit « assumer son rôle pleinement, en tant que pilier du développement ».



Macka Chérif Mahamat

Cette entrepreneuse dans l'âme a lancé en 2015 son atelier de confection, Sisters Design, qui emploie 30 femmes. Considérée comme une femme modèle par le projet SWEDD, elle pilote son expansion en partageant son succès, via des groupements de femmes.

Macka Chérif Mahamat, 29 ans, célibataire et sans enfant, est issue d'une famille modeste de N'Djamena, la capitale. Partie étudier le génie biomédical au Soudan, elle se forme en parallèle sur la conception des voiles que revêtent les femmes musulmanes. À son retour au Tchad en 2015, elle lance son entreprise, Sisters Design. Après avoir analysé les lacunes du marché, elle est convaincue de son potentiel lorsqu'elle confectionne avec succès les voiles d'honneur portés lors du mariage de son frère.

« Le succès, c'est d'aller d'échec en échec sans perdre son enthousiasme »

Son intérêt pour la médecine se fait toujours ressentir dans son catalogue, qui comprend également des blouses, tabliers, visières, bonnets,

masques chirurgicaux ainsi que des serviettes hygiéniques lavables. Macka Chérif Mahamat cultive l'art de franchir les obstacles avec un mental d'acier et cette citation de Winston Churchill en tête : « Le succès, c'est d'aller d'échec en échec sans perdre son enthousiasme ». Plutôt que les difficultés, elle préfère évoquer ses réussites.

Et pour cause : en six ans, les effectifs de Sisters Design sont passés de 5 à 30 personnes, tandis que l'entreprise affiche une santé robuste, avec un chiffre d'affaires annuel de 108 millions de francs CFA, soit plus de 164 000 euros. Afin d'écouler ses produits, Macka Chérif Mahamat a formé 12 groupements de femmes en province et un autre de 90 femmes dans la capitale, N'Djamena. Depuis 2017, elle trouve divers financements pour faire prospérer son entreprise en nouant des partenariats avec l'UNFPA, l'Institut des technologies innovantes pour le développement (TECHNIDEV), l'Office national d'appui à la jeunesse et aux sports (ONAJES), le ministère de la Jeunesse et des Sports, sans oublier le Réseau des jeunes pour le développement et le leadership au Tchad (RJDLT), dont elle a été la coordinatrice.

Animée par un sens aigu du partage, elle a soutenu plusieurs jeunes entrepreneuses, parmi lesquelles Yayam Alida, avec un chèque de 50 000 XAF et un accompagnement technique de trois mois. Fatimé Ahmat Garbao, couturière, propriétaire de sa propre machine et installée à domicile, fait également partie des femmes qui se sont autonomisées sur le plan professionnel et financier grâce à Sisters Design.

Macka Chérif Mahamat continue à s'ouvrir des horizons, avec des objectifs précis. Elle vise à capter le marché des hôpitaux du pays avec son offre en Équipements de protection individuels (EPI), mais aussi à former 5 000 femmes et filles à la fabrication de serviettes hygiéniques réutilisables, avec l'appui de l'UNFPA. Autre plan d'avenir : exporter ces serviettes dans les pays du programme SWEDD, en lançant un réseau de boutiques mobiles.



Abdelkader Adoum

Ce père et grand-père de 61 ans, imam de la grande mosquée de Massenya, une ville située à 165 km au sud-est de la capitale, a poussé ses huit filles à faire des études. Il coordonne la plateforme interconfessionnelle du projet SWEDD dans la province du Chari-Barguimi, qui vise à faire changer les mentalités sur l'autonomisation des femmes, la scolarisation des filles et l'accès aux soins de santé sexuelle et reproductives, en s'appuyant sur des relais d'opinion influents et respectés par leur communauté.

Commerçant et coordonnateur de la plateforme interconfessionnelle et religieuse de la province du Chari-Baguirmi, Abdelkader Adoum, mène sa famille de la même manière que ses affaires : en impliquant sa femme. Ce qui lui vaut à Massenya le surnom de « l'imam qui gère sa boutique avec sa femme ».

En accord avec cette dernière, dans un esprit de co-construction familiale, il a inscrit leurs huit filles à l'école, et n'en a mariée aucune avant

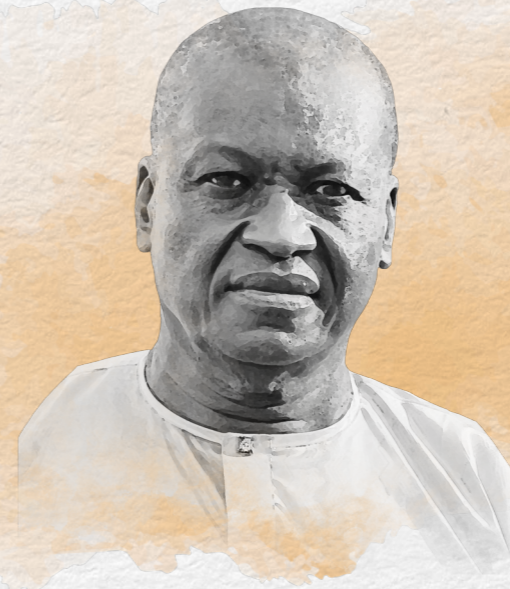
l'âge de 18 ans. Trois d'entre elles ont obtenu leur baccalauréat. Mariam et Haoua étudient à l'Université de N'Djaména, tandis que Zeinaba exerce en tant qu'institutrice bénévole, en attendant d'être recrutée par la fonction publique. Les cadettes vont encore à l'école primaire, au collège et au lycée. Leur père voit les dépenses liées à leur scolarité comme un investissement dans l'avenir.

« Je mise sur leur réussite, car une fille bien éduquée fait le bonheur de sa famille et de son foyer, assure-t-il. Les choses ont changé : on ne peut plus rester dans nos coutumes pour empêcher les filles d'aller à l'école ». À ses gendres, il a imposé comme condition préalable au mariage la poursuite des études supérieures de ses filles, pour leur donner plus de chances dans la vie.

Soucieux de l'harmonie dans son foyer, il estime que « le fait de prendre les décisions ensemble, avec mon épouse, a un impact évidemment positif sur les enfants. Mes filles ont l'esprit ouvert, copient le mode de fonctionnement de notre foyer, se sont initiées au petit commerce, se montrent heureuses et parviennent à se débrouiller seules, ce qui me ravit ».

Dans ses prêches, il sensibilise sa communauté aux thèmes liés à l'autonomisation des femmes, la scolarité des filles et l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive. Il le rappelle souvent, le Coran enseigne la recherche de la connaissance et demande à tout croyant de s'instruire. L'imam, qui invite les parents et surtout les pères à suivre son exemple, estime que faire changer les mentalités relève d'une « prise de conscience ».

L'imam qui gère avec sa femme



Oumar Moumine

Ancien banquier à la retraite, établi dans la ville de Mandelia, Oumar Moumine a poussé ses cinq filles à faire des études, et représente un « père modèle » pour le projet SWEDD.

Issu d'une famille de la chefferie traditionnelle du canton de Madiagoh, dans la communauté kotoko, ce sexagénaire ne cache pas son appartenance à une tribu conservatrice, pratiquant par coutume les mariages forcés, précoces et consanguins. Père de 12 enfants, dont 5 filles, ce mari polygame, dont les deux épouses vivent sous le même toit, s'est d'abord démarqué en les inscrivant tous à l'école. Il a aussi résisté aux pressions familiales, qui lui demandaient de

promettre ses filles très jeunes aux princes du canton. Il était déterminé à les voir achever leurs études supérieures, et cite volontiers l'adage selon lequel « lorsqu'on éduque une fille, on éduque une nation ».

Son aînée, Falmata, est aujourd'hui une infirmière diplômée d'État employée au ministère de la Santé publique, tandis qu'Aïchatou et Haoua ont obtenu des licences en Gestion des entreprises et administration et en Gestion des ressources humaines. Toutes deux gèrent des boutiques dans le supermarché « Modern Market » de N'Djaména, en attendant leur intégration dans la fonction publique. Adama, sa quatrième fille, se trouve en troisième année d'Administration et gestion des hôpitaux à l'Université Emi Koussi de N'Djaména, tandis que sa cadette, Fatime, fréquente encore le lycée, en classe de terminale.

« Éduquer une fille, c'est éduquer une nation »

Oumar Moumine se félicite de l'appui matériel qu'il reçoit de ses filles, qui font sa fierté. Il donne aussi volontiers l'exemple auprès des familles kotoko, les encourageant à renoncer aux mariages précoces pour scolariser les filles et les maintenir dans les études. Disposé à prendre la parole dans les Clubs des maris du projet SWEDD, il est prêt à faire passer son message : « L'éducation des filles est le meilleur instrument de lutte contre la pauvreté. Une fille instruite représente un acquis pour le développement ».

Conclusion

Qu'elles sortent tout juste du lycée ou soient des femmes d'affaires confirmées, qu'elles soient commissaire de police au Niger, romancière au Cameroun, menuisière au Tchad ou jeune activiste en Guinée, toutes les femmes que nous avons rencontrées pour ce Livre Blanc portent très haut des valeurs de solidarité. Au cœur de bien des témoignages recueillis se trouve le mot « sœurs » – au sens large, générique et africain du terme.

Nombre des parcours retracés au fil de ces pages s'avèrent inspirants, non pas parce qu'ils se résument à une personne, mais parce qu'ils démontrent la force que peuvent avoir des volontés additionnées sur toute une communauté. La détermination à faire avancer une cause collective représente le plus petit dénominateur commun – non négligeable – de toutes les femmes, mais aussi des hommes qui ont témoigné.

Les regards portés par les bénéficiaires du projet SWEDD et ceux et celles qui l'accompagnent via la campagne « Stronger Together » dénotent de tendances transversales : la pesanteur du patriarcat, de la religion et de certaines traditions, les conséquences de la pauvreté, l'impact des risques sécuritaires. Au-delà de ces problématiques, de très nombreux espoirs et exemples de réussites sont malgré tout portés.

Le projet SWEDD démontre qu'il est toujours possible de trouver sa voie et de gagner sa vie grâce à des métiers dits « masculins », lorsqu'on a été déscolarisée en raison d'une grossesse précoce. L'un des témoignages les plus poignants de ce livre rappelle par ailleurs qu'au Tchad, le projet SWEDD se révèle capable de protéger une adolescente vulnérable d'un mariage précoce par enlèvement, et de l'aider à se construire un avenir en toute autonomie.

De leur côté, les hommes portent aussi les messages liés à l'autonomisation de la femme, à travers les clubs des maris ou les plateformes de leaders religieux. Tous insistent sur l'importance du dialogue et de donner l'exemple à leurs pairs en partant de leur propre famille, avec des femmes consultées, aidées dans les tâches ménagères, et des filles scolarisées ou ayant accompli des études supérieures. Au final, ces valeurs de partage expliquent en grande partie l'impact du projet SWEDD. Additionner les succès, rassembler les bonnes volontés et travailler sans relâche : telles sont les clés des avancées qu'ambitionne encore de concrétiser le projet SWEDD dans les années à venir.

ÉQUIPE DE RÉDACTION

Éditrice

Argentina Matavel Piccin

Supervision éditoriale

Edwige Adekambi Domingo

Rédactrice en chef

Marie Chantal Uwitonze

Consultante éditoriale

Sabine Cessou

Comité d'examen

Tolotra Andriamanana
Babacar Fall
Soulaymanou Youssoufa
Pélagie Nabole
Mamoudou Bah
Fatou Bintou
Robert Dabou
Mme Afiwa Houadjogbe
Jean-Yves Sadia

Conception graphique et correction

Strategic Agenda



LIVRE BLANC DE FEMMES MODÈLES DU SWEDD

Les visages de celles et ceux qui transforment
la vie des filles et des femmes vulnérables

